CHRONIQUE
CONSTITUTIONNELLE FRANÇAISE

(1^{er} JANVIER – 30 AVRIL 2010)

153

REPÈRES

6 janvier. En présentant ses vœux à la presse, M. Le Pen se félicite du débat sur l'identité nationale, dont il estime qu'il relancera son parti aux élections régionales.

11 janvier. À son tour, Mme Amara assure, dans un entretien au *Progrès* qu'« il faut nettoyer au Kärcher cette violence qui tue nos enfants dans les cités ».

12 janvier. « Pour nous socialistes, déclare Mme Aubry, 2010 doit être l'an I de la reconquête [...], l'année du projet [...], l'alternative au sarkozysme [...]. Nous frétillons à nouveau. »

13 janvier. L'élection des deux représentants français au Parlement européen, appelés à siéger en qualité d'observateurs, est repoussée *sine die* par le président Accoyer, à la demande du Premier ministre.

17 janvier. Sur RTL, Mme Aubry estime « avoir les capacités comme d'autres » de présider la France.

27 janvier. « Voter pour Fabius en Haute-

Normandie, déclare M. Frêche, me poserait un problème: il a une tronche pas catholique. »

Pour la première fois, un chef d'État français participe au Forum économique de Davos (Suisse).

28 janvier. Relaxé, M. de Villepin annonce sur France 2: « C'est vers l'avenir que je veux me tourner pour servir les Français et contribuer dans un esprit de rassemblement au redressement de la France. »

30 janvier. En vue de la réduction des déficits publics, M. Fillon, dans un entretien au *Figaro*, estime que « l'idéal serait effectivement une règle d'or (d'équilibre budgétaire contraignante). Mais je ne suis pas convaincu qu'il faille en faire une règle constitutionnelle, car changer la Constitution n'est pas une chose facile ».

31 janvier. Mme Aubry, en lançant, à Paris, la campagne des élections régionales, espère « que le 21 mars au soir la carte des régions sera toute rose dans une crise bien noire ».

4 février. Sur RTL, M. Strauss-Kahn, président du FMI, affirme: « À ce

jour, je l'ai toujours dit, j'ai l'intention de faire mon mandat [...]. Mais dans certaines circonstances, je pourrais me reposer la question.» L'État met fin à la « dette nucléaire » à l'égard de la Polynésie française, en réparation des essais.

6 février. Dans un entretien à *Libération*, M. Le Maire estime que M. de Villepin est « une voix légitime au sein de la majorité et qu'il doit occuper la place qui lui revient ».

11 février. M. Le Pen dénonce « l'impuissance » du Premier ministre, qu'il appelle « Fidel Castré ».

154 15 février. Un sommet social se tient à l'Élysée concernant la réforme du régime des retraites. Le chef de l'État promet de ne pas « passer en force ».

24 février. MM. Chirac et de Villepin se retrouvent lors d'un déjeuner à Paris.

26 février. M. Raffarin publie une nouvelle rubrique dans *Le Figaro* consacrée à l'agriculture.

27 février. En l'absence du chef de l'État, M. Le Maire inaugure le Salon de l'agriculture à Paris.

2 mars. À la rencontre d'Interlaken (Suisse), M. Bockel affirme qu'il ne faut pas surinterpréter les décisions de la CEDH qui n'a pas vocation à dire le droit interne. La France est attachée « au principe de sécurité juridique », au moment où M. Costa observe que « l'autorité de la chose interprétée éviterait bien des requêtes ».

« Affaiblir Valérie Pécresse, c'est vous affaiblir vous, c'est m'affaiblir moi ! » déclare le chef de l'État, lors de réunion des chefs de file de l'UMP aux élections régionales en Île-de-France, au Palais de l'Élysée.

4 mars. Selon un sondage Ipsos, réalisé pour *Le Point*, M. Fillon est jugé,

pour la première fois, meilleur président que Mmes Aubry et Royal, mais moins bon que M. Strauss-Kahn.

8 mars. Commémoration du centenaire de la Journée internationale des femmes, votée à Copenhague en août 1910, par la Conférence internationale des femmes socialistes.

9 mars. À Besançon (Doubs), le chef de l'État affirme, « à élections régionales, conséquences régionales; à élections nationales, conséquences nationales ».

10 mars. Concernant la présidence de la HALDE, M. Longuet, président du groupe sénatorial de l'UMP, estime que son titulaire doit être issu du « corps français traditionnel ».

12 mars. Le TGI de Marseille, en référé, condamne le FN à retirer ses affiches de campagne pour les élections régionales, jugées offensantes à l'égard des musulmans et de la population algérienne.

18 mars. Mmes Aubry (s), Buffet (PCF) et Duflot (Verts) fêtent au café de l'Industrie (Paris XI^e), l'union de la gauche; « la gauche solidaire » selon la formule de la première.

21 mars. Au soir du second tour des élections régionales, M. Copé, président du groupe UMP de l'Assemblée nationale, se prononce pour le retour « aux fondamentaux qui ont fait élire Nicolas Sarkozy en 2007 ». Il propose, à cet effet, « un nouveau pacte majoritaire ».

22 mars. Le PDG de Radio France présente les excuses du groupe à M. Besson, objet de critiques *ad hominem* de la part de M. Guillon, dans sa chronique sur France Inter. Les députés UMP acclament debout, salle Colbert, le Premier ministre, au lendemain de la défaite aux élections régionales.

- M. Cohn-Bendit se prononce pour la création d'une nouvelle formation des Verts, une « coopérative politique » pour 2012.
- 25 mars. D'après un sondage CSA pour LCP, Mme Aubry l'emporterait face à M. Sarkozy à l'élection présidentielle.
- M. de Villepin annonce la création d'un mouvement politique.
- 28 mars. Pour M. Chatel, porte-parole du gouvernement, « ce n'est pas un problème d'avoir un Premier ministre populaire. Le président a décidé d'être aux commandes ».
- 29 mars. M. Hulot annonce qu'il renonce à participer au Grenelle de l'environnement après l'abandon de la taxe carbone.
- 31 mars. Devant les députés UMP, réunis à l'Élysée, le président de la République remarque: « C'est le Premier ministre qui a fait la campagne, mais c'est moi qui paie l'addition. »
- Le président Accoyer reproche à M. Copé de « malmener l'équilibre institutionnel »; la coproduction législative aboutissant à ce que le groupe UMP se comporte « à la façon d'un parti politique ».
- 2 avril. Dans une tribune au *Monde*, 13 députés UMP se prononcent pour une suspension du bouclier fiscal.
- Le tribunal correctionnel de Béziers (Hérault) condamne à une amende M. José Bové, représentant européen, pour avoir fauché en août 2007 une parcelle de maïs transgénique.
- Le tribunal correctionnel de Paris relaxe M. Tapie dans un dossier de banqueroute, mettant un terme à une procédure ouverte en 1994.
- Dans un entretien au site Mediapart, Mme Aubry conteste le quinquennat: « Je pense qu'il est bien difficile de changer une société en étant élu pour 5 ans. Il faut donner le temps pour que la réforme soit comprise et que les gens se l'approprient. »
- 4 avril. Sur RTL, M. de Villepin observe: « Quand le président s'expose au quotidien sur toutes les affaires, quand il se place en situation de prendre tous les coups, comment peut-il être l'arbitre? »
- 5 avril. Mme Restoux renonce à sa qualité de suppléante de M. Balkany, député (Hauts-de-Seine) (UMP); une qualité virtuelle, au demeurant.
- 8 avril. Le président Sarkozy se rend au plateau des Glières, haut lieu de la Résistance en Haute-Savoie. Le conseil général de Seine-Saint-Denis vote un budget en déséquilibre.
- 9 avril. Sur France Inter, M. Hollande réagit aux rumeurs sur la vie privée du couple présidentiel: « Tout cela paraîtrait dérisoire, si ce n'était un signe de la décomposition même du système du pouvoir. »
- 10 avril. M. Le Pen déclare au *Figaro Magazine* qu'il ne sera pas candidat à la prochaine élection présidentielle.
- 11 avril. M. Morin appelle au « rassemblement de la diaspora centriste », lors de la réunion du Nouveau Centre à Paris.
- M. Juppé, maire de Bordeaux (UMP), présente une « offre » dans le journal *Le Monde*, dans l'éventualité où le président Sarkozy ne solliciterait pas le renouvellement de son mandat, en 2012.
- 15 avril. Mme Bernadette Chirac est élue au conseil d'administration du groupe de luxe LVMH, dirigé par M. Arnault.
- 16 avril. Fermeture en grande partie de l'espace aérien français, durant quatre jours, à la suite de l'émission

par le volcan islandais Eyjafjalla-jökull d'un nuage de cendres.

18 avril. Dans un entretien au *Monde*, M. Hollande « n'exclut pas que M. Sarkozy soit contraint à renoncer. Son système est épuisé et les fondamentaux [de 2007] se sont fissurés. Je suis frappé par l'analogie entre la fin du giscardisme et celle du sarkozysme ».

22 avril. Le président Sarkozy participe à Chambéry à la commémoration du 150^e anniversaire du rattachement de la Savoie à la France.

Le siège du FN, à Nanterre, est perquisitionné.

25 avril. À l'occasion de la journée de la déportation, un grand rabbin de France, M. Bernheim, se rend pour la première fois à Vichy, siège de l'État français sous l'Occupation.

26 avril. Le journal *Libération* met en cause indirectement le financement de la campagne électorale de M. Balladur, en 1995, en liaison avec des commissions afférentes à la vente de sous-marins au Pakistan.

27 avril. Les tracteurs des céréaliers envahissent Paris.

Le PS adopte son projet économique et social ou, selon Mme Aubry, « le début de la reconquête ».

AMENDEMENT

– *Évaluation*. L'article 98-1 RAN qui prévoit qu'un amendement peut faire l'objet d'une évaluation préalable a été invoqué le 31 mars par le nouveau président de la commission des finances, M. Jérôme Cahuzac (SRC) à propos d'un amendement au projet relatif à l'ouverture à la concurrence des jeux d'argent en ligne (p. 1965). Mais, présentée après l'ouverture de la discussion, la demande a été déclarée irrecevable.

ASSEMBLÉE NATIONALE

– *Action en justice*. Le président Accoyer a saisi la justice, le 21 janvier, sur l'emploi de sans-papiers sur un chantier de rénovation de l'Assemblée (*Le Monde*, 14 et 23-1).

– *Administration*. Le bureau a nommé Mme Corinne Luquien, directrice du service de la séance, secrétaire générale de l'Assemblée et de la présidence, à compter du 1^{er} mars, en remplacement de M. Yves Michel, appelé à faire valoir ses droits à la retraite (cette *Chronique*, n° 108, p. 167). C'est la première fois qu'une femme accède au poste le plus élevé de l'administration parlementaire. M. Christophe Pallez lui a succédé dans sa fonction antérieure (*Le Monde*, 3-3).

– *Composition*. M. Didier Migaud (Isère, 4^e) (s), président de la commission des finances (art. 39 RAN) a été nommé Premier président de la Cour des comptes, au décès de Philippe Séguin, par un décret du 23 février (*JO*, 24-2). Il a renoncé à son mandat pour incompatibilité.

– *Président*. Dans un entretien, le président Accoyer a évoqué « un sentiment de confusion dans le fonctionnement des institutions, dans celui de l'exécutif, dans celui du groupe UMP de l'Assemblée nationale » (*Le Parisien*, 11-4).

V. *Commissions. Conseil constitutionnel. Élections législatives. Groupes. Immunités parlementaires. Parlement. Parlementaires en mission. Question prioritaire de constitutionnalité*.

AUTORITÉ JUDICIAIRE

– *Bibliographie*. « Vers une réforme de la justice pénale », *Regards sur l'actua-*

lité, n° 357, janvier, La Documentation française, 2010.

– *Bonne administration de la justice.* Cet objectif de valeur constitutionnelle (cette *Chronique*, n° 133, p. 163) a validé la réforme de la carte judiciaire, aux termes de l'arrêt Molline rendu par le Conseil d'État, le 19 février, à l'exception près du TGI de Moulins (Allier) sauvegardé (*Le Monde*, 21/22-2).

– *Condition du parquet.* La Grande Chambre de la CEDH s'est prononcée, le 29 mars (arrêt Medvedjev), sur le statut du ministère public en ne le remettant pas directement en cause (cette *Chronique*, n° 129, p. 218). Elle a précisé, cependant, qu'« un magistrat doit présenter les garanties requises d'indépendance à l'égard de l'exécutif et des parties » (*Le Monde*, 31-3). Ce qui n'est pas le cas, à l'heure actuelle (art. 65 C, rédaction de la LC du 23 juillet 2008) (v. J. Gicquel, « Le nouveau Conseil supérieur de la magistrature », *JCP*, 30 juillet 2008, I, n° 176). En écho, l'assemblée générale de la Cour de cassation, réunie le 16 avril, a émis un avis négatif sur le projet de réforme de la procédure pénale. La translation de pouvoirs d'enquête du juge d'instruction au parquet « ne garantit pas suffisamment les équilibres institutionnels et l'exercice des droits de la défense et de la victime » (*Le Monde*, 18/19-4).

V. *Libertés publiques. Question prioritaire de constitutionnalité.*

AUTORITÉ JURIDICTIONNELLE

– *Demande d'avis.* À la suite de l'adoption du rapport de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur la pratique du port de la burqa, le 26 janvier,

le gouvernement a saisi le 29 le Conseil d'État d'une demande sur les solutions juridiques appropriées (*Le Monde*, 31-1/1^{er}-2). L'avis remis, le 30 mars, estime qu'une interdiction générale et absolue du port du voile intégral ne « pourrait trouver aucun fondement juridique incontestable » (*ibid.*, 31-3).

V. *Question prioritaire de constitutionnalité.*

BICAMÉRISME

– *Échec d'une commission mixte paritaire.* Le 7 avril, pour la première fois depuis 2002, une CMP n'est pas parvenue à l'adoption d'un texte commun. Le désaccord sur la loi organique relative à l'application du 5^e alinéa de l'article 13 de la Constitution a porté sur la possibilité de délégation du droit de vote lors des avis rendus sur les nominations par la commission compétente; les députés voulaient interdire les délégations, et les sénateurs les maintenir. Il appartient donc à l'Assemblée nationale, après une nouvelle lecture, de statuer définitivement, conformément au dernier alinéa de l'article 45 C.

157

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

– *Bibliographie.* V. Barbé, « La péréquation, principe constitutionnel », *RFDC*, 2010, p. 3; G. Marcou, « Décentralisation et démocratie locale », *Mélanges Maria Kruk-Jarosz*, Varsovie, Institut du droit, 2009, p. 71; « Les collectivités face à la réforme territoriale », *RPP*, n° 1053, octobre 2009; « Où en est la France d'outre-mer ? », *Le Monde* (hors-série), janvier 2010; G. Chavrier, « Les conseillers territoriaux: questions sur la constitutionnalité d'une création inspirée par la Nouvelle-Calédonie »,

AJDA, 2009, p. 2380; R. Dechaux, « Les garanties constitutionnelles de l'autonomie financière locale à l'épreuve des concours financiers étatiques », *RDP*, 2010, p. 349.

– *Notes*. M. Verpeaux, sous CE, 25 novembre 2009, *Société Polynésie intérim; Haut-commissaire de la République en Polynésie française*, *AJDA*, 2009, p. 623 (lois du pays et préférence locale en matière d'emploi).

158 – *Concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux*. Dans la perspective de la réforme future, portant création des conseillers territoriaux, la loi 2010-145 du 16 février organise cette concomitance. À savoir: par dérogation au code électoral, le mandat des conseillers généraux élus en mars 2011, ainsi que celui des conseillers régionaux et celui des membres de l'Assemblée de Corse, élus en mars 2010, expireront en mars 2014 (*JO*, 17-2). Le Conseil constitutionnel a constaté sa conformité (603 DC), comme vingt ans plus tôt (280 DC) (cette *Chronique*, n°57, p. 179). Outre le fait que le législateur n'a pas porté atteinte à la durée des mandats en cours, une double justification peut être apportée selon le juge: respect des exigences de clarté et de loyauté de l'élection des conseillers intéressés avant les scrutins, dans un but d'intérêt général, d'une part, et plus forte participation du corps électoral à chacune de ces consultations, d'autre part.

– *Consultations successives des électeurs de la Guyane et de la Martinique: la fin du principe constitutionnel de l'assimilation*. Conformément à la décision du président de la République (cette *Chronique*, n°133, p. 163), les-

édits électeurs ont repoussé, le 10 janvier, le projet de transformation en une COM (art. 74 C): le non l'a emporté en Guyane avec 69,8 % des suffrages, et en Martinique par 78,9 %. En revanche, le projet de fusion région-département dans le cadre d'une collectivité unique, régie par l'article 73 C, a été approuvé le 24 suivant: oui à 57,4 % en Guyane et 68,3 % en Martinique (*JO*, 11 et 31-1). Après les échecs de 1982 et 2003 (cette *Chronique*, n°s 25 et 109, p. 183 et 159), la troisième tentative met fin au principe d'assimilation, constitutionnalisé en 1946. Le régime à la carte des outre-mers est ainsi confirmé.

– *Droit local alsacien-mosellan*. L'organisation de l'artisanat dans les départements concernés est régie par le code local des professions résultant de la loi d'Empire allemand du 19 juillet 1900, intégré dans le droit français par la loi du 1^{er} juin 1924. Il s'agit de corporations professionnelles ayant le statut d'établissements publics, distinctes des chambres de métier, rappelle le ministre du Travail (AN, Q, 9-2).

Quant au régime coutumier des usoirs à caractère agricole dans le département de la Moselle, le secrétaire d'État à la justice estime, en application de l'article 59 de la codification des usages locaux, qu'ils constituent une dépendance du domaine communal; autrement dit, des voies livrées à la circulation publique sur lesquelles le maire exerce ses pouvoirs de police (AN, Q, 13-4).

– *Indemnités des élus locaux*. À la demande de M. Dosièr(e), le ministre de l'Intérieur indique le montant global des dites indemnités perçues par les élus locaux, les élus intercommunaux et les conseillers généraux et régionaux (AN, Q, 23-2).

– *Lois de souveraineté et spécialité législative en Polynésie française*. L'article 7 de la LO du 27 février 2004 (cette *Chronique*, n° 110, p. 203) énumère les matières pour lesquelles les dispositions législatives et réglementaires, par exception au principe de spécialité législative, sont applicables de plein droit en Polynésie française. Seules les « lois de souveraineté », au sens de la jurisprudence (défense, juridictions nationales, nationalité, politique publique d'État...), rappelle le ministre de l'Intérieur, sont applicables de plein droit dans la collectivité, même quand elles ont été publiées au *JO* de la République française, avant l'entrée en vigueur de ladite LO (AN, Q, 9-2).

– *Statut de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin*. Une LO 2010-93 du 25 janvier tend à permettre à la première île d'imposer les revenus de source locale des personnes établies depuis moins de cinq ans, après déclaration de conformité du Conseil constitutionnel (597 DC) (*JO*, 26-1), en vue de prévenir les doubles impositions et de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale, lequel est un objectif de valeur constitutionnelle découlant de l'article 13 de la Déclaration de 1789. À cet effet, une convention d'application entre l'État et la collectivité de Saint-Barthélemy devra être approuvée par une LO, sur le fondement de l'article 74 C, a relevé le Conseil, à la faveur d'une réserve d'interprétation; de la même façon, cette dernière devra transmettre à l'État toute information utile pour l'application de sa réglementation afférente aux impositions de toute nature.

Une LO 2010-92 du 25 janvier modifie le CGCT relatif à la seconde île, après déclaration de conformité du Conseil (598 DC) (*JO*, 26-1) en vue de lutter

contre les doubles impositions et de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, dans des termes identiques à ceux énoncés par la décision susmentionnée (597 DC).

COMMISSIONS

– *Commission sénatoriale des affaires européennes*. M. Bizet (Manche) (UMP) a été élu à sa présidence, le 24 mars, en remplacement de M. Haenel, nommé au Conseil constitutionnel (*JO*, 25-3).

– *Présidence*. Suite à la nomination de M. Didier Migaud à la première présidence de la Cour des comptes, la commission des finances de l'Assemblée nationale a procédé, le 24 février, à l'élection de son président, lequel doit appartenir à un groupe d'opposition en vertu de l'article 39 RAN. Le groupe socialiste ayant présenté M. Jérôme Cahuzac, député de Lot-et-Garonne (3^e), celui-ci a été proclamé élu en l'absence d'autres candidatures.

159

COMMISSIONS D'ENQUÊTE

– *Assemblée nationale*. Une commission d'enquête « sur la manière dont a été programmée, expliquée et gérée la campagne de vaccination contre la grippe A (H1N1) » a été décidée le 24 février à l'initiative du Nouveau Centre; son président est M. Jean-Christophe Lagarde (NC) et le rapporteur M. Jean-Pierre Door (UMP).

– *Sénat*. Créée le 17 février à la demande du groupe communiste, la commission d'enquête « sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion de la grippe A » a élu M. François Autain (CRC-SPG) président et M. Alain Millon (UMP) rapporteur.

– *Retrait*. La commission des finances, à laquelle avait été renvoyée la proposition socialiste créant une commission d'enquête sur les dépenses d'études d'opinion relevant des crédits budgétaires votés par le Parlement (cette *Chronique*, n° 133, p. 165), ayant décidé d'extraire les crédits de l'Élysée du périmètre de ses investigations, le président du groupe a annoncé, le 26 janvier (p. 476) qu'il la retirait; M. Jean-Marc Ayrault a dénoncé à cette occasion le comportement de la majorité qui vidait de son contenu le droit de tirage de l'opposition prévu par l'article 141 RAN.

160

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

– *Bibliographie*. M. Disant, *L'Autorité de la chose interprétée par le Conseil constitutionnel*, préfaces de J.-L. Debré et P. Gélard, LGDJ, 2010; P. Joxe, *Cas de conscience*, Éd. Labor et Fides, 2010; D. Schnapper, *Une sociologue au Conseil constitutionnel*, Gallimard, 2010, et « Une institution encore fragile », *Le Monde*, 16-2; J.-Cl. Colliard, « La lente ouverture du Conseil constitutionnel au droit européen », *Mélanges Maria Kruk-Jarosz, op. cit.*, p. 202; P. Devedjian, « Je souhaite que le Conseil constitutionnel soit à l'abri de soupçons », *Le Monde*, 13-1; P. Cassia, « Il est temps de faire du CC une véritable juridiction », *Le Monde*, 18-2; L. Baghestani, « À propos de la L.O. du 10 décembre 2009 relatives à l'application de l'article 61-1 C », *LPA*, 15-2; M. Guillaume, « Le règlement intérieur sur la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel pour les questions prioritaires de constitutionnalité », *LPA*, 23-2; « La QPC », site du CC, 19 février 2010; G. Longuet et H. Portelli, « Le renforcement du Conseil constitutionnel, un atout pour mieux légiférer »,

Le Monde, 9-2; W. Mastor, « Point de vue scientifique sur les opinions séparées des juges constitutionnels », *D*, 2010, p. 714; O. Beaud, « Débattre sur le CC... Enfin! », *AJDA*, 2010, p. 353; M. Verpeaux, « Faut-il carboniser le Conseil constitutionnel? », *ibid.*, p. 121; B. Genevois, « Le contrôle *a priori* de constitutionnalité au service du contrôle *a posteriori* » (à propos de la décision 595 DC du 3 décembre 2009), *RFDA*, 2009, p. 1; H. Portelli et V. Kirsey, « La taxe carbone: enjeux constitutionnels du dispositif », *Regards sur l'actualité*, n° 360, avril, La Documentation française, 2010, p. 62; J.-B. de Montvalon, « Big bang chez les Sages », *Le Monde*, 23-2; G. Carcassonne et N. Molfessis, « La Cour de cassation à l'assaut de la question prioritaire de constitutionnalité », *ibid.*, 22-4.

– *Chr. RDP*, 2010, p. 261; *RFDC*, 2010, p. 123.

– *Décisions*. V. tableau ci-après.

– *Admonition présidentielle: de la « révolution juridique » à la réaction politique*. La venue du chef de l'État au Conseil crée l'événement. M. Valéry Giscard d'Estaing y saluait, le 8 novembre 1977, la réforme de 1974 comme « l'établissement d'un État de droit en dressant au profit de nos libertés un rempart supplémentaire » (CCF, n° 4, p. 79). Son successeur, le 3 novembre 1994, se prononçait pour le *statu quo*, considérant que l'on ne pouvait mener de front un contrôle par voie d'action et un contrôle par voie d'exception (cette *Chronique*, n° 73, p. 200). M. Nicolas Sarkozy a salué, le 1^{er} mars, « la révolution juridique » consécutive à l'entrée en vigueur de la QPC. Mais que l'on ne s'y trompe pas. En sa qualité de « gar-

- 21-1 2009-598 DC (JO, 26-1). LO modifiant le CGCT relatif à Saint-Martin. V. *Collectivités territoriales*.
2009-597 DC (JO, 26-1). LO permettant à Saint-Barthélemy d'imposer les revenus de source locale. V. *Collectivités territoriales*.
- 4-2 Décision portant règlement intérieur sur la procédure suivie devant le CC pour les QPC (JO, 18-2). V. *Question prioritaire de constitutionnalité*.
2010-601 DC. Loi relative à La Poste (JO, 10-2). V. *Loi*.
- 11-2 2010-219 L (JO, 16-2). Délégation. V. *Pouvoir réglementaire*.
2010-603 DC (JO, 17-2). Loi organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux. V. *Collectivités territoriales. Suffrage*.
- 18-2 2010-602 DC (JO, 24-2). Loi ratifiant l'ordonnance 2009-935 du 29 juillet 2009 relative à la répartition des sièges des députés. V. *Élections législatives*.
- 25-2 2010-604 DC. Loi relative à la lutte contre les violences de groupes (JO, 3-3). V. *Libertés publiques*.

161

dien des institutions», il a estimé que «cette réforme [avait] pour finalité de renforcer les libertés individuelles, en consolidant notre État de droit, et non de liquider notre modèle républicain». Qu'est-ce à dire? Sinon prononcer moins l'éloge du Conseil que de procéder à son recadrage; à sa mise au pas: au vu de «notre tradition républicaine... la place éminente de la loi... ne saurait lui être contestée au profit du gouvernement des juges ou des experts». Et d'affirmer: «Il y a une spécificité du contrôle de constitutionnalité des lois, parce que la Constitution n'est pas un texte juridique comme les autres. C'est dire que le Conseil constitutionnel ne saurait être une juridiction comme une autre... J'ai souhaité qu'il ne soit pas composé que de techniciens du droit et que les anciens présidents y conservent leur qualité de membres de droit». En conséquence, le chef de

l'État a énoncé le critère de compétence retenu, à l'occasion du renouvellement, à rebours de celui exposé en 2007 par le président Mazeaud (cette *Chronique*, n° 122, p. 204): les nouveaux membres «allient la compétence juridique à une longue expérience parlementaire. Le Conseil constitutionnel n'est pas une cour comme une autre». Mais, la présence en son sein de «personnalités ayant exercé de hautes responsabilités politiques ne doit pas conduire à l'ériger en une sorte de contre-pouvoir politique», notion «étrangère à notre conception de l'État et de la République». La nouvelle conception de la séparation des pouvoirs récusée, le discours de rupture peut s'achever. Le Conseil «n'a pas de vocation à devenir une Cour suprême coiffant toutes les juridictions et instaurant un contre-pouvoir judiciaire concurrent du législatif et de l'exécutif... Le dernier mot

appartient toujours au peuple souverain... il n'y a pas de légitimité qui lui soit supérieure». Selon la réminiscence gaulliste, «la meilleure Cour suprême est le peuple». Doit-on en inférer à une involution du Conseil; au reflux d'une autorité juridictionnelle vers une autorité politique? Il n'est pas interdit de le redouter, avec le rejet simultané du gouvernement des juges et celui des experts et de la complémentarité des membres qui, jusqu'alors, avait favorisé l'épanouissement du Conseil sur le chemin de l'État de droit.

- 162 – *Composition: l'emprise des politiques.* De manière inédite, trois nouvelles autorités de nomination liées par solidarité politique ont procédé les 24 et 25 février (*JO*, 26-2) au renouvellement du Conseil (cette *Chronique*, n°122, p. 200). De manière inédite, trois nominations de personnalités politiques de la majorité en exercice ont été effectuées suivant le critère dégagé par M. Sarkozy et partagé par les présidents des assemblées, tel qu'il devait le révéler dans son discours du 1^{er} mars au Conseil (*supra*) (v. tableau ci-après).

Le chef de l'État a fait choix de M. Michel Charasse, 69 ans, ancien collaborateur et ancien ministre de François Mitterrand, sénateur du Puy-de-Dôme (RDSE), maire de Puy-Guillaume; il remplace M. Olivier Dutheillet de Lamothe. Le président du Sénat a désigné M. Hubert Haenel, 68 ans, ancien magistrat judiciaire (MACJ), ancien maître des requêtes au Conseil d'État, sénateur (UMP) du Haut-Rhin, président de la commission des affaires européennes, vice-président du conseil régional d'Alsace, à la place de Mme Dominique Schnapper. Le président de l'Assemblée nationale a nommé M. Jacques Barrot, 73 ans, ancien député de Haute-Loire et

ancien président du groupe parlementaire UMP, ancien ministre des présidents Giscard d'Estaing et Chirac, qui venait d'achever son mandat de commissaire européen. Il succède à M. Pierre Joxe. De manière inédite, deux sénateurs ont été distingués simultanément. En revanche, comme lors du renouvellement de 2007, aucune femme, ni aucun professeur de droit n'ont été jugés dignes de rejoindre le Conseil. «Je me sens bien isolée», devait déclarer Mme Jacqueline de Guillenchmidt; seule face à ses dix collègues masculins, elle ne pourra plus compter sur la sororité (*Le Monde*, 3-3). Mmes Simone Veil et Nadine Morano devaient réagir à cette situation (*Le Point*, 8-3). Quant à la «place adéquate des juristes de profession», selon Kelsen, elle est minorée, voire oubliée (7 politiques, 4 techniciens: Mme de Guillenchmidt, MM. Canivet, Denoix de Saint-Marc et Pezant) au point d'annihiler l'avancée de la juridictionnalisation liée à la QPC car le procès équitable, selon la convention, s'appréciant en termes d'apparence. Au surplus, on n'aura garde d'oublier que, faute d'adoption en temps utile de la loi organique prévue à l'article 13 C, aucun vote n'a eu lieu devant les commissions des lois des assemblées. Il a été procédé, le 24 février, dans la précipitation, à des auditions, qui, du reste, sont traitées par prétérite dans les visas des décisions. Car, selon les «bons usages», suivis par le SGG, on ne vise pas, d'après la formule habituelle, «les consultations lorsqu'elles sont facultatives». Reçus par le chef de l'État le 5 mars, les nouveaux membres ont prêté serment le 12.

Au sein des cours constitutionnelles européennes, l'exception française se décline désormais en anomalie française.

– *Conditions des membres.* De manière inédite, deux ouvrages traitant du

*Membres nommés (art. 56, al. 1^{er} C)**Autorités de nomination*

	Président de la République	Président du Sénat	Président de l'Assemblée nationale
2004	J. Chirac: P. Steinmetz	Chr. Poncelet: J. de Guillenchmidt	J.-L. Debré: J.-L. Pezant
2007	J. Chirac: J.-L. Debré (<i>président</i>)	Chr. Poncelet: R. Denoix de Saint Marc	J.-L. Debré: G. Canivet
2010	N. Sarkozy: M. Charasse	G. Larcher: H. Haenel	B. Accoyer: J. Barrot

Membres de droit (art. 56, al. 2):

V. Giscard d'Estaing (2004), J. Chirac (2007)

Conseil constitutionnel ont été publiés par des membres de celui-ci, l'un encore en fonctions, M. Pierre Joxe (*Cas de conscience*), l'autre au moment de la fin de son mandat, Mme Dominique Schnapper (*Une sociologue au Conseil constitutionnel*). Si ce dernier ouvrage se présente comme une analyse scientifique de l'institution, le premier critique trois décisions auxquelles a participé l'auteur, livrant même sa contribution non retenue à la décision 576 DC du 3 mars 2009, *Nomination des présidents des sociétés France Télévision* (cette *Chronique*, n° 130, p. 196). Le serment des membres n'exclut-il pas les opinions dissidentes, même différées ?

M. Joxe s'est abstenu de participer aux séances des 11 et 25 février. En revanche, Mme Schnapper n'a pas estimé devoir se déporter, à l'opposé de l'attitude observée naguère par M. Canivet (593 DC).

M. Haenel a été promu officier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur (décret du 2 avril) (*JO*, 4-4).

– *Membres de droit*. Leur présence a été justifiée par M. Sarkozy, le 1^{er} mars, en raison de leur « expérience [qui] peut apporter beaucoup à la qualité des décisions du Conseil, à leur équilibre, à leur réalisme ». Il a rappelé, à cette occasion, qu'il avait souhaité, en 2008, qu'ils y demeurent (cette *Chronique*, n° 128, p. 159). Par ailleurs, les « coprinces » ont siégé normalement, hors la séance du 21 janvier, et pour M. Giscard d'Estaing, celle du 11 février (cette *Chronique*, n° 133, p. 166). Sur Europe 1, ce dernier a réagi, le 30 janvier, aux propos de M. Chirac dans ses *Mémoires*: « Je ne me sens supérieur à personne et je ne me sens inférieur à personne » (*Le Figaro*, 30/31-1) (cette *Chronique*, n° 133, p. 166).

– *Mise en cause*. En présentant ses vœux aux parlementaires, le 13 janvier, le chef de l'État a réitéré ses critiques, à propos de la censure de la taxe carbone (cette *Chronique*, n° 133, p. 168): « Nous ne renoncerons pas à sa mise en œuvre. Il a fallu revenir deux fois pour HADOPI,

nous reviendrons deux fois pour la taxe carbone» (*Le Monde*, 15-1). Pour sa part, le Premier ministre, répondant à une question de M. Ayrault à l'Assemblée nationale, le lendemain, affirmera : « Je ne peux pas cacher que le gouvernement se soit interrogé et ait été surpris par la décision du Conseil constitutionnel », tout en se montrant rassurant : « Il n'y a pas de coup d'État constitutionnel qui se prépare. Le gouvernement respectera naturellement l'article 62 C » (*BQ*, 14-1). La taxe carbone aurait-elle carbonisé le Conseil ? On peut le penser.

164 L'entretien accordé par M. Devedjian au *Monde*, le 13 janvier, à l'occasion duquel il avait déclaré que lorsque « le président du Conseil constitutionnel est un homme politique qui s'est vivement opposé au président en exercice, cela nuit à l'autorité de la décision », avait donné le ton ; le renouvellement du Conseil de février en sera l'épilogue.

– *Président*. Lors de la séance du 11 février, M. Debré a rappelé à ses collègues qu'ils devaient s'abstenir de prendre « aucune position publique » jusqu'au terme de leur mandat, réagissant ainsi à la publication et à la promotion du livre de Pierre Joxe, en l'absence de l'intéressé (603 DC) (*Le Figaro Magazine*, 13-2). En revanche, il n'aurait pas évoqué, croit-on savoir, l'ouvrage de Mme Dominique Schnapper qui respecte le secret des délibérations. Le président a ainsi pris en compte l'intérêt de l'institution, auquel il peut, au demeurant, se soustraire (cette *Chronique*, n° 133, p. 168). Par ailleurs, il a multiplié les déplacements en province auprès des barreaux et des magistrats pour présenter la nouvelle procédure de la QPC (*Le Figaro*, 13-4).

V. Libertés publiques.

– *Règlement intérieur de procédure*. Par une décision du 4 février, le Conseil a arrêté la procédure suivie pour les QPC (*JO*, 18-2), souhaitée en doctrine, et explicitée par le commentaire très autorisé de son secrétaire général (*LPA*, 23-2). À l'opposé du contrôle *a priori* et abstrait de la loi (art. 61 C), le contrôle *a posteriori* et concret de celle-ci (art. 61-1) ressortit à des règles spécifiques.

Au prix d'une simplification, ce droit au procès équitable, modélisé par la Cour de Strasbourg, se vérifie tant du point de vue du déroulement de l'instance que de l'impartialité de ses membres.

I. Sous ce rapport, le principe de la contradiction est consacré : information des parties et des hautes autorités de l'État, et le cas échéant, celles de la Nouvelle-Calédonie, notifications de leurs observations (art. 1^{er}) ; griefs susceptibles d'être relevés d'office (art. 7). Le président du Conseil inscrit l'affaire à l'ordre du jour et fixe la date de l'audience (art. 5). Cette dernière, à l'opposé de la séance afférente au contrôle *a priori* est retransmise, en direct, par la télévision dans la salle spécialement ouverte au public (cette *Chronique*, n° 133, p. 166). Pour la première fois, le Conseil ne siègera plus à huis clos, sauf à titre exceptionnel pour des motifs précis (« intérêt de l'ordre public », par exemple) (art. 8). Mieux, l'audience publique pourra faire l'objet d'une diffusion sur le site internet du Conseil, après consultation des parties (art. 9). La décision du Conseil ne sera plus rendue sur le siège, mais à une date ultérieure dans le délai imposé de 3 mois (art. 11). Le nom du rapporteur, pris parmi les membres du Conseil, y sera indiqué (art. 12), ainsi que ceux des avocats.

II. Un conseiller peut se déporter ou, de manière inédite, faire l'objet d'une

demande de récusation par une partie ou son représentant. Un écrit spécialement motivé doit être présenté au soutien (art. 4). En dehors de l'acquiescement de l'intéressé, le Conseil examine, hors de sa présence, la demande. Mais « le seul fait qu'un membre du Conseil [ait] participé à l'élaboration de la disposition législative incriminée » ne constitue pas en lui-même une cause de récusation (al. 4).

Ce *vade-mecum* est le 4^e règlement adopté par le Conseil après ceux inhérents au contentieux des élections parlementaires; aux opérations référendaires et aux archives. Mais, il lui reste à franchir une ultime étape concernant le contrôle abstrait appelé désormais à côtoyer le contrôle concret.

V. *Collectivités territoriales. Élections législatives. Libertés publiques. Loi. Président de la République. Question prioritaire de constitutionnalité.*

CONSEIL DES MINISTRES

– *Conseil commun franco-allemand.* Le Conseil s'est tenu au palais de l'Élysée, le 4 février. Des propositions concrètes en vue de rapprocher leurs citoyens ont été délibérées (*Le Monde*, 6-2) (cette *Chronique*, n° 129, p. 222).

– *Félicitations gouvernementales.* Le Premier ministre a présenté au chef de l'État, à la fin du conseil des ministres, réunis le 13 janvier, ses félicitations pour la naissance de son petit-fils, Solal, fils de Jean Sarkozy. Chacun des ministres a présenté ensuite individuellement ses compliments (*Le Figaro*, 14-1).

– *Vœux du gouvernement.* Le 5 janvier, le Premier ministre a présenté ses vœux au chef de l'État (*Le Figaro*, 6-1).

CONSTITUTION

– *Bibliographie.* J. Gicquel, « Réflexions sur le jubilé de la Constitution française », *Mélanges Maria Kruk-Jarosz*, *op. cit.*, p. 220.

– *Place recouvrée.* Avec la mise en place de la QPC, le président de la République a affirmé, le 1^{er} mars, au Conseil constitutionnel: « La Constitution trouve désormais la place qu'elle aurait toujours dû avoir... La Constitution n'intéresse pas que les rapports des pouvoirs publics. La Constitution, c'est aussi le socle des valeurs fondamentales dans lesquelles chacun peut et doit se reconnaître, des valeurs qui, au fond, définissent l'identité républicaine... La remettre au cœur des procédures juridictionnelles, c'est contribuer à la refondation du pacte républicain » (Service de presse de la présidence de la République).

V. *Conseil constitutionnel. Libertés publiques. Question prioritaire de constitutionnalité. République.*

CONTENTIEUX ÉLECTORAL

– *Bibliographie.* M. Aeschlimann et N. Cellupica, « Frais de déplacement des représentants des formations politiques venus soutenir un candidat: le Conseil constitutionnel maintient sa jurisprudence », *LPA*, 14-1.

COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE

– *Condamnation.* M. Charles Pasqua, sénateur, ancien ministre de l'Intérieur (1986-1988; 1993-1995) a été condamné, le 30 avril, par ladite Cour à une peine d'un an d'emprisonnement avec sursis pour complicité et recel d'abus de biens

sociaux dans l'affaire de la Sofremi (société de ventes de matériel de sécurité placée sous la tutelle du ministère de l'Intérieur). Il a été relaxé, au bénéfice du doute, en revanche, dans celles du casino d'Annemasse et de la GEC-Alsthom. Les faits incriminés présentent une « gravité certaine » car ils ont été commis par un ministre d'État dans l'exercice de ses fonctions et les sommes obtenues sont « importantes » (*Le Monde*, 4-5). C'est la troisième fois que la Cour de justice prononce une condamnation (cette *Chronique*, n°90 et 112, p. 190 et 195).

166 COUR DES COMPTES

– *Bibliographie*. A. Duffy-Meunier, « La Cour des comptes : une institution sous double influence », *RFFP*, n° 109, 2010, p. 125.

– *Premier président*. M. Didier Migaud, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale (Isère) (s) a été nommé à cette fonction par un décret du 23 février (*JO*, 24-2), en remplacement de Philippe Séguin, décédé le 7 janvier.

DROIT COMMUNAUTAIRE ET EUROPÉEN

– *Bibliographie*. « L'abandon de la jurisprudence *Cohn-Bendit* », concl. M. Guyomar sur CE, 30 octobre 2009, *Mme Perreux*, note P. Cassia, *RFDA*, 2009, p. 1125; S.-J. Liéber et D. Botteghi, « Mme Perreux ou Cohn-Bendit fait sa révolution », *AJDA*, 2009, p. 2385 (effet direct des directives ouvrant l'invocabilité par des particuliers de dispositions non transposées à temps).

DROIT CONSTITUTIONNEL

– *Bibliographie*. D. Amson, « Histoire constitutionnelle française: de la prise de la Bastille à Waterloo », *LGDJ*, 2010; P. Türk, I. Thumerel et G. Toulemonde, *Les Institutions de la V^e République* (Exos, LMD), Gualino, 2010; P. Pactet, « Réflexions sur le droit constitutionnel et son enseignement », *RDP*, 2010, p. 155; B. Pacteau, « Léon Duguit à Bordeaux, un doyen dans sa ville », *ibid.*, p. 505; S. Pinon, « Léon Duguit face à la doctrine constitutionnelle naissante », *ibid.*, p. 523; Th. Rambaud et A. Roblot-Troizier, *Chronique de jurisprudence – Droit administratif et droit constitutionnel*, *RFDA*, 2009, p. 1269.

DROIT PARLEMENTAIRE

– *Bibliographie*. P. Avril et J. Gicquel, *Droit parlementaire*, 4^e éd., Montchrestien, 2010; P. Avril, « Un nouveau droit parlementaire ? », *RDP*, 2010, p. 121; S. Manson, « De la présidence des assemblées délibérantes par leur doyen d'âge », *ibid.*, p. 413.

ÉLECTIONS

– *Bibliographie*. J.-Cl. Colliard, H. Fabre-Aubrespy, G. Le Gall, « Réformes des collectivités locales: le nouveau mode de scrutin en question ? », *RPP*, n° 1053, octobre 2009, p. 34.

– *Élections régionales*. Le 1^{er} tour, le 14 mars, a été marqué par une très forte abstention (53,54 %), un score décevant pour l'UMP et ses alliés (26 %) et le sur-saut relatif du Front national (11,42 %), qui a entraîné, le 21 mars, 17 élections triangulaires, outre 7 duels et une quadrangulaire en Corse. La gauche a confirmé son succès en remportant

toutes les régions métropolitaines sauf l'Alsace conservée par l'UMP, qui a perdu la Corse, mais a gagné outre-mer La Réunion et la Guyane. Les huit membres du gouvernement chefs de file ont donc tous échoué, ainsi que les sept têtes de listes départementales (quatre autres étaient candidats sur des listes). Le Premier ministre a déclaré assumer « sa part de responsabilité » dans cet échec, mais il a affirmé qu'il fallait « garder le cap fixé par les élections nationales ».

V. Ministres. *Transparence.*

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

– *Circonscriptions électorales.* La loi ratifiant l'ordonnance 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions électorales pour l'élection des députés (cette *Chronique*, n° 132, p. 193) a été déclarée conforme par la décision 602 DC du 18 février. Ont été écartés les griefs de procédure (v. *Séance. Vote bloqué*).

S'agissant de la répartition des sièges entre les départements, la méthode dite « de la tranche » qui attribue 1 député pour 125 000 habitants et 1 député supplémentaire par tranche ou fraction de tranche de 125 000 habitants, qui était contestée, a été approuvée par la commission de l'article 25 C ; elle avait d'ailleurs été appliquée en 1986 pour les députés et en 2003 pour les sénateurs : les exigences constitutionnelles n'ont donc pas été méconnues. Quant à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin, le législateur a pu prendre en compte, en dépit de la faiblesse de leur population, leur situation géographique et statutaire (ce qui n'exclut pas ultérieurement le retour au rattachement à la Guadeloupe).

En ce qui concerne la délimitation des circonscriptions, le Conseil a répété le

considérant classique sur la nature de ses pouvoirs. Il est toutefois convenu du « caractère discutable des motifs d'intérêt général invoqués », notamment pour la Moselle et le Tarn ; d'autres choix qui respectaient mieux l'égalité devant le suffrage étaient possibles, mais le Conseil ne dispose pas du pouvoir de faire des propositions et n'exerce qu'un contrôle restreint. Bref, compte tenu du progrès réalisé par l'ordonnance du 29 juillet 2009, ainsi que « de la variété et de la complexité des situations locales », il ne lui apparaît pas que « cette délimitation méconnaisse manifestement le principe d'égalité devant le suffrage » (souligné par nous).

167

V. *Conseil constitutionnel. Transparence.*

GOUVERNEMENT

– *Bibliographie.* « Réforme de l'État : le big bang ? », *Regards sur l'actualité* (dossier), n° 360, avril, La Documentation française, 2010.

– *Communication.* L'objet en a été le « grand emprunt » (*Le Monde*, 18-2), puis « sauver nos retraites » (*ibid.*, 15-4) et la sécurité routière (*ibid.*, 15-4) (cette *Chronique*, n° 133, p. 171).

– *Composition.* Au lendemain des élections régionales, un remaniement « modeste, technique » annoncé par le secrétaire général de l'Élysée, dès le 17 janvier (*Le Monde*, 19-1) a été opéré par le décret du 22 mars (*JO*, 23-3) : M. Éric Woerth est nommé ministre du Travail, de la Solidarité et de la Fonction publique, c'est le 4^e titulaire de ce portefeuille depuis 2007 ; M. François Baroin, député (Aube, 3^e) (UMP) le remplace au Budget et aux Comptes publics ainsi

qu'à la Réforme de l'État; M. Marc-Philippe Daubresse, député (Nord, 4^e) (UMP) devient ministre de la Jeunesse et des Solidarités actives. En dernier lieu, M. Georges Tron, député (Essonne, 9^e) (UMP) est nommé secrétaire d'État chargé de la fonction publique. Quitte, en revanche, le gouvernement, M. Xavier Darcos, ministre du Travail, dont la défaite aux élections régionales affaiblissait son autorité au moment de l'ouverture des négociations sur la réforme des retraites, et M. Martin Hirsch, à sa demande, haut-commissaire aux solidarités actives et à la jeunesse (cette *Chronique*, n° 130, p. 192). C'est le 9^e du gouvernement Fillon II (cette *Chronique*, n° 131 p. 189).

D'une manière générale, l'ensemble des sensibilités du parti majoritaire sont désormais représentées: M. Baroin pour les chiraquiens, M. Daubresse pour les centristes et M. Tron pour les villepinistes (*Le Monde*, 24-3). L'ouverture à droite est ainsi parachevée (cette *Chronique*, n° 131, p. 189). Le gouvernement accueille désormais 40 membres, dont 19 ministres.

– *Effectifs du ministère de l'Économie et de l'Industrie*. Au 31 décembre 2008, ils s'élevaient à 15 488 agents, dont 1 717 de catégorie A+ et 4 102 de catégorie A, et 1 342 contractuels (AN, Q, 16-2) (cette *Chronique*, n° 132, p. 196).

– *Représentant de l'État*. Le décret 2010-146 du 16 février modifie celui du 29 avril 2004 (2004-374) concernant les pouvoirs des préfets (*JO*, 17-2, @12), ainsi que l'organisation des services de l'État dans la région et le département.

Le décret 2010-224 du 4 mars est relatif aux attributions du représentant de l'État dans la zone de défense et de sécurité, c'est-à-dire le préfet de départe-

ment chef-lieu de celle-ci, placé sous l'autorité du Premier ministre (nouvelle rédaction de l'art. R 1311-1 et suivants du code de la défense) (*JO*, 5-3).

– *Réunions de crise*. Les ministres intéressés se sont retrouvés à Matignon, les 28 février et 13 avril, après le passage de la tempête Xynthia en Charente-Maritime et en Vendée, puis de façon quotidienne du 17 au 20 avril, au lendemain de la fermeture de l'espace aérien consécutif à l'éruption du volcan islandais (*Le Figaro*, 1^{er}-3, 18 et 21-4).

– *Séminaire*. Le Premier ministre a convoqué les membres du gouvernement, le 8 février, pour débattre de l'identité nationale (*Le Figaro*, 9-2).

V. *Cour de justice de la République. Élections régionales. Ministres. Premier ministre. Président de la République*.

GROUPES

– *Critiques*. Le président Accoyer a déploré que le groupe UMP à l'Assemblée nationale «fonctionne davantage comme un parti politique au lieu d'être une courroie de transmission entre les Français et le gouvernement, qui amende et vote la loi, contrôle l'action du gouvernement. Le groupe majoritaire ne laisse plus d'espace au parti»; il s'est déclaré «en désaccord avec le rôle qu'il [le président du groupe, Jean-François Copé] fait jouer au groupe UMP... surtout s'il remet en cause des mesures importantes prises depuis le début de la législature. Je pense au bouclier fiscal et à l'interdiction de la publicité avant 20 heures». Il a également regretté, à propos de la mission sur la burqa, qu'elle ait été «doublée par une initiative du groupe UMP» (*Le Parisien*, 11-4).

– *Rencontres avec le Premier ministre.* Au lendemain des élections régionales, M. François Fillon s'est rendu, le 23 mars, à la réunion du groupe UMP qu'il a entendu rassurer en affirmant aux députés: «je veux une confiance mutuelle», annonçant notamment le report de la taxe carbone. Il a été ovationné à plusieurs reprises (BQ, 24-3). Les parlementaires UMP ont été réunis le 29 mars, en séminaire qu'a clôturé le Premier ministre par le discours de politique générale dont il a été privé en raison de l'opposition présidentielle à l'application de l'article 49, alinéa 1 C (*ibid.*, 30-3).

V. Premier ministre.

– *Rencontre présidentielle.* Les députés UMP ont été reçus à l'Élysée le 31 mars, après le Conseil des ministres, par le président Sarkozy qui a répondu à leurs inquiétudes mais a affirmé ne pas vouloir revenir sur le bouclier fiscal; il leur a annoncé qu'il les recevrait tous les mois (*Le Figaro*, 2-4).

HABILITATION LÉGISLATIVE

– *Bibliographie.* P. Mbongo, «Caducité des ordonnances de l'article 74-1 C de la Constitution et légistique», *RFDA*, 2009, p. 2267.

V. Loi.

IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES

– *Autorisation (article 26, alinéa 2 C).* Saisi d'une demande de levée de l'immunité parlementaire de M. René Vestri, sénateur (UMP) des Alpes-Maritimes, le bureau du Sénat a autorisé, le 20 janvier, «en tant que de besoin, la mesure de cautionnement prévue au 11° de l'ar-

ticle 138 du code de procédure pénale» (*InfoSénat*, 25-1).

– *Autorisation (suite).* Saisi d'une demande de levée de l'immunité de Mme Sylvie Andrieux, députée (PS) des Bouches-du-Rhône, le bureau de l'Assemblée nationale a constaté, le 7 avril, que celle-ci n'avait pas été convoquée par le juge d'instruction en dépit de sa demande, ni mise en examen, qui ne requiert pas d'autorisation; il autorise à l'unanimité de ses membres, en cas de mise en examen, l'application de la mesure de contrôle judiciaire prévue au 9° de l'article 138 du code de procédure pénale (interdiction de rencontrer certaines personnes), mesure qui ne fait pas obstacle à l'exercice du mandat parlementaire (JO, 8-4).

– *Inviolabilité.* M. Axel Poniatowski, député (UMP) du Val-d'Oise, a été condamné par le tribunal de Créteil, le 12 mars, à verser 10000 euros de dommages et intérêts pour avoir diffamé Mme Michelle Saban, candidate socialiste dans ce département (BQ, 15-3). M. Claude Biwert, sénateur (UC) de la Meuse, a été condamné le 17 mars par le tribunal de Verdun à six mois de prison avec sursis et à 10000 euros d'amende, ainsi qu'à la privation de ses droits civiques pour cinq ans pour avoir fait travailler à son profit des fonctionnaires territoriaux (BQ, 18-3). La Cour de cassation a rejeté le 8 avril le pourvoi formé par M. Charles Pasqua, sénateur (app. UMP) des Hauts-de-Seine, contre la condamnation à 18 mois de prison avec sursis prononcée dans l'affaire du casino d'Annemasse (cette *Chronique*, n° 132, p. 197). Renvoyée devant la Cour de justice de la République pour le volet ministériel de cette affaire et de deux autres, il a été relaxé de ce chef mais

condamné à un an de prison avec sursis pour l'affaire de la SOFREMI, le 30 avril.

LETTRÉ RECTIFICATIVE

– *Dépôt*. Le gouvernement a déposé le 23 février une lettre rectificative introduisant des « dispositions diverses relatives à la fonction publique » (et concernant notamment les infirmières) dans le projet de loi relatif à la rénovation du dialogue social dans la fonction publique.

V. *Ordre du jour*.

170 LIBERTÉS PUBLIQUES

– *Bibliographie*. J. Chevallier, *L'État de droit*, Montchrestien, coll. « Clefs », 5^e éd., 2010; L. Josende, *Liberté d'expression et Démocratie*, préface de W. Mastor, Bruylant, 2010; H. Oberdorff, « Droits de l'homme et libertés fondamentales », *LGDJ*, 2^e éd., 2010; O. Beaud, « Les libertés universitaires » (I), *Commentaire*, n° 129, 2010, p. 175; L. Mauger-Vielpeau, « Les 10 ans du PACS (la relecture de la décision du CC du 9 novembre 1999, 10 ans plus tard) », *LPA*, 7-1; R. Sénac-Slawinski, « Femmes-hommes. Des inégalités à l'égalité? », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 968, janvier, La Documentation française; J.-F. Renucci, « Droit européen des droits de l'homme », *D*, 2009, p. 2771; B. Mathieu, « Voile intégral: le Conseil d'État entre prudence et habileté », *Le Figaro*, 31-3; P. Tavernier, « Territoire et droits de l'homme », *RPP*, n° 1054, janvier, p. 89; N. Bettio, « Le droit à l'enfant, nouveau droit de l'homme? », *RDP*, 2010, p. 473.

– *Note*. M. Verpeaux, *Polynésie française et Constitution* (v. *Collectivités territoriales*); F. Chaltiel, « L'arrêt de la publi-

cité sur la télévision publique devant le Conseil d'État (11 février 2010) », *LPA*, 11-3; R. Hanicotte, « Visage caché, œil policier... La dissimulation du visage au regard de l'ordre public », *AJDA*, 2010, p. 417.

– *Droit au logement opposable*. Un décret 2010-398 du 22 avril en fixe des modalités d'application (*JO*, 24-4).

– *Droit de la communication*. Faute d'avoir promulgué, en temps utile, la loi relative à la réforme de l'audiovisuel, elle n'interviendra que le 8 mars 2010; le conseil d'administration de France Télévisions avait voté la suppression de la publicité commerciale, à partir du 5 janvier 2010, suivant la lettre adressée par la ministre de la Culture (cette *Chronique*, n° 129, p. 217). Sur recours des sénateurs communistes, le Conseil d'État (11 février, *Mme Borvo*) a annulé ladite lettre pour excès de pouvoir: « Les règles concernant l'indépendance des médias relèvent du pouvoir législatif » (art. 34 C, rédaction de la LC du 23 juillet 2008). Le gouvernement n'avait donc pas le pouvoir d'enjoindre au groupe « à renoncer à une part significative de ses recettes... qui constitue un élément de son indépendance » (*Le Monde*, 13-2).

– *Garde à vue et conventionnalité*. À la suite des arrêts rendus par la Cour de Strasbourg (27 novembre 2008, *Salduz c/ Turquie*, et 13 octobre 2009, *Dayanan c/ Turquie*) affirmant le droit pour toute personne, dès lors qu'elle est privée de liberté, à pouvoir s'entretenir avec un défenseur, la garde des Sceaux indique « que si la CEDH est d'application directe, sa jurisprudence ne s'impose qu'aux États parties à l'affaire jugée. Les condamnations pro-

noncées contre la Turquie ne constituent donc aucunement une mise en cause de la législation française» (AN, Q, 13-4), en attendant la QPC... Dans le même ordre d'idées, la prise de position publique en la matière de M. Debré, président du Conseil constitutionnel, le 4 décembre 2009 (cette *Chronique*, n° 133, p. 168) a été à l'origine d'un questionnement (AN, Q, 13-4).

– *Égalité devant la loi*. Par un décret du 16 avril, les membres du collège de la HALDE ont été nommés par le président de la République et chacun des présidents des assemblées parlementaires, dans le strict respect de la parité. Mme Jeannette Bougrab, maître des requêtes au Conseil d'État, a été désignée à sa présidence en remplacement de M. Louis Schweitzer, après avoir été auditionnée par les commissions parlementaires compétentes (JO, 17-4) (cette *Chronique*, n° 114, p. 181).

– *Égalités des sexes*. À l'initiative du groupe socialiste, l'Assemblée nationale a adopté, le 23 février, une résolution (art. 88-4C) visant à harmoniser le droit des femmes en Europe en s'appuyant sur le principe de «la clause de l'Européenne la plus favorisée» (*Le Monde*, 25-2). Un revirement a été opéré: les loges du Grand Orient sont autorisées depuis le 8 avril, à initier les femmes (*Le Monde*, 13-4) (cette *Chronique*, n° 132, p. 198). Deux femmes ont été réélues à la présidence d'une région, au lendemain des élections de mars: Mmes Royal (Poitou-Charentes) (s) et Dufay (Franche-Comté) (s). En revanche, la parité a déserté le Conseil constitutionnel (*supra*).

– *Liberté d'association*. Trois associations de supporters d'un club de foot-

ball (Paris-Saint-Germain), ainsi que trois groupements de fait (Paris-Saint-Germain, Nice et Lyon) ont été dissous (art. L.332-18 du code des sports) pour actes de violence ou dégradation de biens lors de rencontres sportives (JO, 29-4) (cette *Chronique*, n° 132, p. 199).

– *Liberté de la presse*. La protection du secret des sources des journalistes a fait l'objet de la loi 2010-1 du 4 janvier (JO, 5-1).

– *Liberté syndicale*. La Cour de cassation (ch. sociale) par un arrêt du 14 avril a confirmé la réforme de la représentativité syndicale (loi du 20 août 2008) qui subordonne notamment cette dernière à un score électoral minimum (10%). V. «La Cour de cassation et le *Yalta syndical*» (*Le Monde*, 16-4).

– *Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes*. Mme Chantal Brunet, députée (Seine-et-Marne) (UMP) a été nommée par un décret du 8 mars, rapporteure générale de l'Observatoire en remplacement de Mme Marie-Jo Zimmermann, députée (Moselle) (UMP) (JO, 9-3).

– *Personnes handicapées*. La loi 2009-1791 du 31 décembre 2009 a autorisé la ratification de la convention, signée à New York en 2007, relative aux droits des personnes handicapées.

– *Principe de légalité des délits et des peines et respect de la vie privée*. La loi 2010-209 du 2 mars relative à la lutte contre les violences de groupe et la protection des personnes chargées d'une mission de service public a été promulguée (JO, 3-3), après déclaration de conformité du Conseil constitutionnel (604 DC). Celui-ci a énoncé, dans un

considérant de principe classique, ce qui incombe au législateur en matière pénale: «assurer, d'une part, la conciliation entre les exigences de l'ordre public et la garantie des droits constitutionnellement protégés au rang desquels figure le droit d'expression collective des idées et des opinions et, d'autre part, respecter les exigences résultant des articles 8 et 9 de la Déclaration de 1789» (cons. 4). En créant le délit d'appartenance à un groupe aux intentions violentes (nouvel art. 222-14-2 du code pénal), le législateur s'est conformé à cette démarche, qu'il s'agisse du respect respectif du principe de légalité des délits et des peines (défini en des «termes suffisamment clairs et précis au point de ne pas mettre en cause le droit d'expression collective des idées et des opinions», cons. 9); de celui de la responsabilité du fait personnel et, d'une manière générale, des droits de la défense (cons. 12) et du principe de proportionnalité des peines, «en l'absence de disproportion manifeste entre l'infraction et la peine encourue» (cons. 15). En revanche, a été censurée la transmission aux services de police et de gendarmerie nationales, ainsi qu'à la police municipale, d'images des systèmes de vidéosurveillance ne comportant pas les garanties nécessaires à la protection de la vie privée des personnes qui résident ou se rendent dans des immeubles où des événements se produisent (art. 5 de la loi déferée), au motif que le législateur a méconnu l'étendue de sa compétence en renvoyant à un décret les modalités d'application de cette disposition (cons. 23). Car la liberté proclamée à l'article 2 de la Déclaration de 1789 «implique le respect de la vie privée» (cons. 21), et ce d'autant que la loi fixe, aux termes de l'article 34 C, les règles concernant

«les garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques» (cons. 22).

En dernière analyse, le Conseil a écarté, au regard des principes de droit pénal précités, les griefs énoncés à l'encontre des dispositions destinées à réprimer l'intrusion de personnes non autorisées, ainsi que l'introduction d'armes dans un établissement scolaire (nouvel art. 431-22 et suiv. du code pénal). Il a, en particulier, rappelé que la peine d'interdiction du territoire français ne peut être prononcée à l'encontre d'un mineur (art. 20-4 de l'ord. modifiée du 2 février 1945).

– *Procès équitable* (art. 6 §1 CEDH). La théorie strasbourgeoise des apparences a été visée par la cour d'appel de Versailles, le 8 janvier, à propos de l'escroquerie à la carte bancaire dont a été victime le chef de l'État: en consacrant comme «principe fondamental l'adage selon lequel il ne suffit pas que la justice soit rendue, il faut encore que l'on ait le sentiment qu'elle l'a été... Le droit à un tribunal indépendant et impartial ne vise que les juges et non pas les représentants de l'accusation ou celui de la défense». Par suite, la remise en cause de l'indépendance du siège doit être écartée (*Le Monde*, 10/11-1).

À propos de l'arrêt de la CEDH (13 janvier 2009, *Taxquet c/ Belgique*) imposant la motivation d'un arrêt rendu par une cour d'assises, la garde des Sceaux rappelle que la Cour de cassation, le 15 octobre 2009, a jugé que l'absence de motivation ne constitue pas un vice de procédure en droit français, motif pris de ce que l'ensemble des réponses données aux questions posées tient lieu de motif. L'article 6 CEDH est ainsi satisfait: dès lors que sont assurés l'information préalable des charges fondant

l'accusation, le libre exercice des droits de la défense et la garantie de l'impartialité des juges (AN, Q, 19-1).

V. *Président de la République.*

LOI

– *Bibliographie.* P. Gonod, « L'externalisation de la fonction législative », *AJDA*, 2010, p. 697; Sénat (service des commissions), « Contrôle de l'application des lois », *61^e Rapport*, 2010.

– *Conformité.* La loi relative à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales, dont quatre articles étaient contestés, est conforme, a jugé la décision 601 DC du 4 février: elle n'a ni pour objet ni pour effet, en transformant La Poste en société anonyme, de la transférer au secteur privé; le régime de distribution des actions gratuites ne porte pas atteinte au principe d'égalité, non plus que la généralisation de l'emploi de contractuels; le retard demandé à l'entrée en vigueur se fonde sur un motif inopérant, la loi n'ayant pas pour objet de transposer la directive mentionnée.

– « *Délégiférer* ». « Au second semestre 2011, a annoncé le chef de l'État (entretien au *Figaro Magazine*, 12-3), le gouvernement marquera une pause, pour que le Parlement puisse, s'il le souhaite, délégiférer... Il sera grand temps de s'attaquer au chantier de la simplification, législative et administrative. »

– *Étude d'impact* (art. 8 de la LO du 15 avril 2009). Une étude peut être « commune à plusieurs projets de loi ayant un objet analogue », a précisé le Conseil constitutionnel (603 DC).

V. *Parlement.*

MAJORITÉ

– *Réception présidentielle.* Bien qu'il ait affirmé ne pas participer à la campagne des élections régionales, le président Sarkozy a reçu le 2 mars Mme Valérie Pécresse, chef de file en Île-de-France, et les têtes de liste départementales, en les exhortant au « rassemblement » (*BQ*, 3-3).

V. *Groupes. Partis politiques. Président de la République.*

MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

– *Prorogation du mandat.* Par dérogation à la loi du 3 janvier 1973, le mandat de M. Delevoye a été prorogé par celle du 12 avril (2010-372), jusqu'à l'entrée en vigueur de la LO relative au défenseur des droits (art. 71-1 C), au plus tard le 31 mars 2011 (*JO*, 15-4) (cette *Chronique*, n° 110, p. 221).

MINISTRES

– *Condition individuelle.* Mme Lagarde a été la première ministre française à participer, le 31 mars, au Conseil des ministres allemand, à propos de l'examen d'un projet portant taxation des banques (*Le Figaro*, 1^{er}-4). En se rendant au Conseil des ministres, le 5 janvier, M. Mitterrand a été victime d'un accident: « Quand on est ministre, on ne roule pas en mobylette », a relevé le chef de l'État (RTL, 5-1). Mme Jouanno est devenue, le 7 mars, championne de France de karaté-kata par équipe (*Le Figaro*, 8-3). Mme Penchard a été mise en cause pour clientélisme. Lors d'une réunion électorale, le 13 février, elle a déclaré sans ambages: « Ça me ferait mal de voir cette manne financière quitter la Guadeloupe... si je ne suis pas capable

d'apporter quelque chose à mon pays, à quoi je sers ? » Après le chef de l'État, le Premier ministre lui a apporté son soutien à l'Assemblée nationale, le 17 février (*Le Monde*, 19-2). Tel M. Balladur, en novembre 1993 (cette *Chronique*, n° 69, p. 196), M. Devedjian a mis en cause le Conseil constitutionnel, qui n'est « pas une vache sacrée » (*Le Figaro*, 14-1).

174 – *Condition collective*. Sur un total de 38 membres, 20 ont été candidats aux élections régionales. Ils ont été tous battus, à l'opposé du scrutin de 2004 (cette *Chronique*, n° 110, p. 221), dès le premier tour, s'agissant de Mme Penchard en Guadeloupe. À l'issue du ballottage, en qualité de tête de liste régionale: Mme Péresse (Île-de-France), MM. Marleix (Auvergne), Busserau (Poitou-Charentes), Joyandet (Franche-Comté), Novelli (Centre), Le Maire (Haute-Normandie), Darcos (Aquitaine) et Mme Létard (Nord-Pas-de-Calais), ou de tête de liste départementale: Mmes Jouanno (Paris), Kosciusko-Morizet (Essonne) et Berra (Rhône), MM. Falco (Var), Apparu (Marne) et de Raincourt (Yonne), ou plus simplement sur une liste départementale: Mmes Yade (Hauts-de-Seine), Morano (Meurthe-et-Moselle), MM. Chatel (Haute-Marne), Hortefeux (Puy-de-Dôme) et Morin (Eure) (*Le Monde*, 23-3). Mais seul M. Darcos devait quitter le gouvernement (28 % des voix), alors que Mme Létard n'en recueillait que 25 % et que Mme Penchard était éliminée dès le premier tour avec 14 % des suffrages. Mme Péresse a obtenu le meilleur score (43,3 %) (*Le Monde*, 23-3).

– *Solidarité*. À propos d'une modification des sanctions pénales des agresseurs de personnes âgées, la garde des Sceaux

a réagi promptement à l'initiative de son collègue de l'Intérieur: « Les propositions en matière pénale sont faites, soit par le ministre de la Justice, soit par les parlementaires » (*Le Monde*, 2-2). Après avoir fait part de ses « inquiétudes » sur la réforme de la procédure pénale (*ibid.*, 13/14-2), M. Bockel n'a pas craint de relancer la polémique avec sa ministre de tutelle (cette *Chronique*, n° 133, p. 179) en affirmant, sur Canal +, le 21 février, qu'elle « a du mal à déléguer » et réclamé des attributions précises, car « la situation ne peut pas s'éterniser » (*Le Monde*, 23-10). À propos de la campagne électorale de la majorité, en Île-de-France et dans le Val-d'Oise, en particulier, Mme Amara l'a jugée « un peu puante » (*ibid.*, 2-3). L'abandon de la taxe carbone, annoncée par le chef de l'État et le Premier ministre, a été à l'origine, le 23 mars, d'un cri du cœur de Mme Jouanno: « Je suis désespérée de ce recul, désespérée que ce soit l'écologie scepticisme qui l'emporte » (*ibid.*, 25-3). Convoquée par le secrétaire général de l'Élysée, le 25, qui a estimé que ses « déclarations n'étaient pas acceptables, un ministre a pour devoir de respecter les positions prises par le président et le Premier ministre », Mme Jouanno a été vertement tancée, le lendemain, par M. Sarkozy: « Les ministres n'ont pas à être désespérés. Ils ont à faire leur travail » (*ibid.*, 28/29-3). « Elle a eu tort de s'exprimer comme elle l'a fait. Je respecte ses convictions, mais il y a une seule ligne dans un gouvernement », confirmera le Premier ministre (entretien au *Journal du dimanche*, 28-3) (cette *Chronique*, n° 133, p. 182).

– *Déplacement*. Le voyage en avion privé de M. Joyandet, le 22 mars, pour se rendre en Martinique à une conférence internationale sur la reconstruction d'Haïti,

facturé 116500 euros (*Le Monde*, 31-3), comme naguère celui de M. Estrosi (cette *Chronique*, n°126, p. 203), a été à l'origine d'une circulaire du Premier ministre. Les membres du gouvernement sont désormais invités à utiliser les lignes ferroviaires et aériennes régulières. Le recours aux compagnies privées doit être exceptionnel et soumis, dans tous les cas, à l'autorisation du Premier ministre: celui-ci a demandé aux ministres d'être «exemplaires» (*Le Monde*, 3-4). V. O. Beaud et H.-M. Crucis, «Les dépenses inconsidérées de M. Joyandet et le contrôle des deniers publics» (*ibid.*, 15-4).

V. Cour de justice de la République.

ORDRE DU JOUR

– *Délai d'inscription.* Inscrit à l'ordre du jour du 30 mars, le projet relatif à la rénovation du dialogue social dans la fonction publique a été reporté au 7 avril: le temps législatif programmé ne pouvait s'appliquer, alors que 5300 amendements avaient été déposés, car le délai de six semaines depuis le dépôt du projet n'était pas expiré (art. 49, al. 11 RAN).

V. Lettre rectificative.

PARLEMENT

– *Bibliographie.* Chr. Parent, «Les lobbies entrent officiellement au Parlement français», *RPP*, n°1054, p. 138.

– *Ajournement.* Conformément à la tradition, les assemblées ont suspendu les travaux des séances plénières du 28 février au 21 mars, en raison de la tenue des élections régionales, et du 12 au 24 avril pour les congés de printemps.

– *Qualité et condition d'élaboration de la loi.* Un groupe de travail paritaire Assemblée nationale-Sénat a été constitué, le 9 février, en réaction à la «dégradation» des conditions d'élaboration de cette dernière, selon les présidents des assemblées parlementaires. «Une bonne loi nécessite un temps de réflexion incompressible» selon eux (*Le Monde*, 11-2).

– *Diplomatie parlementaire.* Tour à tour, les présidents Larcher et Accoyer se sont déplacés au Liban, le premier à partir du 15 février (*InfoSénat*, 1074, p. 28), le second à partir du 14 avril (*Le Figaro*, 16-4). Ils ont rendu visite au contingent français de l'ONU (art. 35 C) (cette *Chronique*, n°133, p. 162 et 191).

175

– *Respect de la délibération parlementaire.* Les deux présidents ont été reçus, le 26 avril, par le Premier ministre, afin de le persuader de renoncer à la procédure accélérée (art. 45 C) pour l'examen du futur projet de loi relatif à l'interdiction du port de la burqa. «Il faut rechercher le consensus républicain le plus sage possible», a observé M. Accoyer (*Le Figaro*, 27-4).

PARLEMENTAIRES EN MISSION

– *Nominations.* Selon la démarche pérenne (cette *Chronique*, n°133, p. 181), sept députés et quatre sénateurs ont été appelés à cette fonction.

Au premier cas, MM. Fromion (Cher) (UMP) auprès du ministre de la Défense (décret du 6 janvier) (*JO*, 7-1); Jacquat (Moselle) (UMP) à la Santé et aux Sports (décret du 20 janvier) (*JO*, 21-1); Diefenbacher (Lot-et-Garonne) (UMP), Carré (Loiret) (UMP) et Laffineur (Maine-et-Loire) (UMP), nommés à l'Économie et à l'Industrie par décrets du 4 février (*JO*,

6-2); Reiss (Bas-Rhin) (UMP) à l'Éducation nationale (décret du 17 mars) (*JO*, 19-3) et Priou (Loire-Atlantique) (UMP) à l'Écologie (décret du 31 mars) (*JO*, 2-4).

Au second cas, ont été mis en *placement*, selon la terminologie sénatoriale: MM. Maurey (Eure) (UC) auprès du ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire et de la secrétaire d'État chargée de l'économie numérique (décret du 25 février) (*JO*, 26-2); Châtillon (Haute-Garonne) (UMP, ratt.), Guené (Haute-Marne) (UMP) et Buffet (Rhône) (UMP), chacun d'entre eux à l'Économie et à l'Industrie (décrets du 4 février) (*JO*, 6-2).

176

V. *Assemblée nationale. Premier ministre. Sénat.*

PARTIS POLITIQUES

– *Contentieux.* Le tribunal de grande instance de Paris a jugé le 31 mars que le Parti socialiste n'avait pas violé ses statuts en donnant son investiture aux élections régionales à Mme Hélène Mandroux, maire de Montpellier, comme le soutenait le maire de Gruissan (*BQ*, 1-4).

– *Financement public.* Le décret 2010-106 du 29 janvier (*JO*, 30-1) constate que 14 partis n'ont pas satisfait à leurs obligations et ne bénéficient donc pas de l'aide publique. La première fraction réservée aux partis ayant présenté des candidats dans 50 circonscriptions métropolitaines (14 partis) ou outre-mer (26 partis) est fixée à 34 749 312,29 euros; la seconde fraction réservée aux partis représentés au Parlement (20 partis) est fixée à 40 132 204 euros, 5 parlementaires n'étant pas rattachés à un parti (cette *Chronique*, n° 130, p. 203).

– *Non-lieu.* Une ordonnance de non-lieu général a été rendue, après plus de quinze ans d'instruction, le 26 février, dans l'affaire du financement de l'ex-Parti républicain où avait été mis en cause M. Gérard Longuet, actuel président du groupe sénatorial de l'UMP (*Le Monde*, 10-3).

– *Réunion à l'Élysée.* Le président de la République a reçu, le 9 avril, les secrétaires départementaux de l'UMP qui avaient été convoqués à Paris par la direction du parti (qui les nomme), pour un séminaire sur les élections régionales (*Le Figaro*, 10/11-3).

POUVOIR RÉGLEMENTAIRE

– *Déclassement.* Les dispositions des lois du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions et du 2 mars 1982 relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions qui ont pour objet de répartir les attributions territoriales de l'État entre le préfet de région et le préfet de département ne mettent pas en cause la libre administration des collectivités territoriales; elles sont donc de nature réglementaire.

V. *Gouvernement. Loi. Questions écrites.*

POUVOIRS PUBLICS

– *Cérémonies publiques et préséances.* Le décret 2010-116 du 4 février modifie celui du 13 septembre 1989 (89-655): les représentants du Parlement européen bénéficient d'une promotion: du 23^e au 13^e rang à Paris (art. 1^{er}); du 7^e au 4^e dans les départements (art. 2) (cette *Chronique*, n° 52, p. 191).

– *Délit d'outrage*. Les personnes investies d'une mission particulière, au nom de l'État, sont protégées dans leur fonction, rappelle la garde des Sceaux. De ce point de vue, les condamnations pour outrage, entre 1996 et 2008, sont passées de 14 046 à 23 942 (AN, Q, 29-4).

PREMIER MINISTRE

– *Bibliographie*. R. Bacqué et S. Landrin, « François Fillon, l'équilibriste », *Le Monde*, 12-3; J. Massot, « Le Premier ministre, éternel ressuscité », *ibid.*, 16-1.

– *Ancien Premier ministre*. M. Dominique de Villepin a été relaxé par le tribunal correctionnel de Paris, le 28 janvier. Mais le parquet devait interjeter appel le lendemain, à la différence du chef de l'État qui a renoncé à se constituer partie civile (cette *Chronique*, n° 132, p. 186). M. de Villepin a rendu hommage au « courage du tribunal qui a su faire triompher la justice et le droit sur la politique » (*Le Monde*, 30/31-1 et 1-2). Puis il a dénoncé « l'acharnement du président dans sa haine », sur Canal +, le 29; une « décision scandaleuse » prise à l'Élysée (*Le Figaro*, 30/31-1).

– *Bouclier*. Avec la tenue d'un séminaire gouvernemental sur l'identité nationale, le 8 février, le Premier ministre a été appelé à déminer, une nouvelle fois, le terrain (cette *Chronique*, n° 133, p. 183).

– *Confirmation*. Sur Europe 1, le secrétaire général de l'Élysée a confirmé le Premier ministre à son poste (*Le Figaro*, 18-1) selon une démarche qui ne laisse de surprendre.

– *Le credo de la loyauté*. « J'ai été loyal, je suis loyal, je resterai loyal vis-à-vis du président », a martelé M. Fillon sur

France 2, le 9 mars (*Le Figaro*, 10-3). À l'occasion d'une « mise au point solennelle » le 25 suivant au Sénat, il réitérera son propos, dénonçant la « manipulation » à propos d'un prétendu désaccord avec le chef de l'État au lendemain des élections régionales (*Le Monde*, 27-3).

– *Relation avec le chef de l'État*. Lors de la cérémonie des vœux à la presse, à Matignon, le 14 janvier, le Premier ministre a loué une relation faite de « complicité et de complémentarité » (*Le Figaro*, 15-1)... et d'humilité, selon la loi du genre de la V^e République.

– *Renoncements*. À la demande du chef de l'État, le Premier ministre a reporté son intervention sur TF1 prévue initialement le 24 mars, le jour même où M. Sarkozy s'adressait aux Français. De même, il n'a pas engagé la responsabilité du gouvernement, ni prononcé un discours de politique générale à la reprise des travaux parlementaires et a abandonné l'idée d'une démission-reconduction. « Il n'y a pas de raison de le faire. Il n'y a pas de nouveau contrat avec le peuple, ni de changement de cap politique », devait observer le Premier ministre (entretien au *Journal du dimanche*, 28-3).

– *Sur la popularité*. Selon M. Fillon, « les sondages, ça monte et ça descend. Ils ne sont un problème que s'ils sont utilisés à des fins personnelles. Ma conception est claire: le Premier ministre met en œuvre la politique du président de la République, légitimée par son élection. Ce qui compte, c'est le résultat des élections et le président de la République, c'est Nicolas Sarkozy » (entretien au *Journal du dimanche*, 28-3).

V. Conseil constitutionnel. Groupes. Ministres. Président de la République.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

– *Bibliographie.* R. Bacqué, «Carla Bruni-Sarkozy, une première dame très politique», *Le Monde*, 2-2; R. Bacqué, «Claude Guéant, le cardinal du Président», *Le Monde magazine*, 3-4; G. Courtois, «Qui sème le vent, récolte la tempête», *ibid.*, 13-4; B. Le Gendre, «Comment la crise a giscardisé Nicolas Sarkozy», *ibid.*, 7-4; C. Guéant, «Le chef de l'État est fidèle à ses valeurs, à son mandat et à son devoir», *ibid.*, 16-1; A. Leparmentier, «Qui parle au nom de Nicolas Sarkozy?», *ibid.*, 10-4; N. Sarkozy, «Mon rôle est d'apaiser pour pouvoir réformer», *Le Figaro Magazine*, 12-3; «L'État de Nicolas Sarkozy», *Esprit*, mars.

– *Autorité.* La nostalgie du ministre de l'Intérieur perdure (cette *Chronique*, n° 132, p. 205). Le chef de l'État a reçu successivement les responsables des syndicats de police, le 21 avril, puis des représentants de la gendarmerie, le 23, plaçant de la sorte sous tutelle M. Hortefeux (*Le Monde*, 25/26-4). Par ailleurs, le président a désavoué M. Joyandet qui, à propos des États-Unis, avait déclaré, sur Europe 1, le 18 janvier: «Il s'agit d'aider Haïti, il ne s'agit pas d'occuper Haïti» (*Le Monde*, 21-1). Il réagira, de la sorte, à l'égard de Mme Jouanno (*supra*). Autrement dit, «quand les décisions sont prises, on les assume collectivement», a tranché le chef de l'État, au conseil des ministres, réuni le 24 mars (*Le Monde*, 28/29-3).

En revanche, son attitude a évolué s'agissant des conséquences de la tempête Xynthia. Après s'être déclaré favorable aux «zones noires» inhabitables, il a dépêché sur place M. Borloo pour plaider, tel M. Bussereau acquis à la

souplesse, la cause des «zones de solidarité» (*Le Monde*, 14/15-4).

– *Chef des armées.* «Je n'abandonnerai pas cette arme nucléaire, garante de la sécurité de mon pays, de façon unilatérale, dans un monde aussi dangereux qu'il l'est aujourd'hui», a déclaré M. Sarkozy, le 12 avril, à la chaîne CBS, à l'occasion du sommet de Washington sur la prévention du terrorisme nucléaire (*Le Monde*, 14-10).

M. Bajolet a été nommé coordonnateur national du renseignement par un décret du 13 janvier (*JO*, 15-2 @86), et M. Delon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (*ibid.*, @87) (cette *Chronique*, n° 133, p. 185).

– *Collaborateurs.* M. Daniel Matalon a été nommé directeur des services de la présidence (*JO*, 9-1). Il a été mis fin aux fonctions de Mme Emmanuelle Mignon, conseiller auprès du président de la République (*JO*, 14-1), et M. Simon Dufreigneux a été nommé conseiller technique (*ibid.*); M. Jean-Pierre Pica a été nommé conseiller à la présidence, et il a été mis fin aux fonctions de M. Christophe Ingrain (*JO*, 3-2), ainsi que de Mme Constance Grip, tous deux conseillers techniques (*JO*, 16-2) et de M. Mathieu Louvoi, également conseiller technique (*JO*, 30-3). Le général de corps d'armée Benoît Puga remplace l'amiral Édouard Guillaud à l'état-major particulier (*JO*, 6-3).

– *Communication.* Le chef de l'État a dialogué, le 25 janvier, de manière inédite, avec 11 compatriotes, qui formaient le panel choisi par TF1, en se présentant comme «un citoyen comme les autres... Mon devoir, c'est dialoguer avec vous, c'est ça la France» (*Le Figaro*, 26-1). Un nouveau site de l'Élysée (www.elysee.fr).

fr) est devenu accessible le 29 mars. Reconquête et Internet, en somme.

– *Conjointe*. Mme Carla Bruni-Sarkozy a porté sur RTL, le 30 janvier, un jugement de valeur sur l'affaire Clearstream, à l'origine « d'un procès pénal et non politique » (*Le Figaro*, 1^{er}-2). Puis elle a mis un terme, sur Europe 1, le 7 avril, aux rumeurs « insignifiantes » concernant son couple: « Nous ne sommes victimes d'aucun complot » (*ibid.*, 8-4). En définitive, « tout ce petit clapotis n'a pas d'importance pour nous. Cela fait partie de la vie moderne, d'un système », devait conclure le chef de l'État lors de son entretien à CBS, le 12 avril (*ibid.*, 13-4).

En dernier lieu, Mme Bruni-Sarkozy a accepté d'être la rédactrice en chef du *Figaro Magazine*, le 27 mars.

– *Coûts des déplacements*. Une réponse très générale est apportée à M. Urvoas (s) (AN, Q, 23-2) (cette *Chronique*, n° 133, p. 187).

– « *Désamour?* » L'échec de la majorité aux élections régionales en serait-il la preuve? À l'interrogation de Mme Irlès, députée (Pyrénées-Orientales), lors de la rencontre avec ses collègues de l'UMP à l'Élysée, le 31 mars, le chef de l'État a répliqué avec vivacité: « Je ne suis pas là pour être aimé ou mal aimé, je suis là pour faire. » Le dilemme de Cromwell (craint ou aimé) revisité?

– *Devoir*. « Dans le métier de chef de l'État, estime M. Sarkozy, vous avez à faire des choses qui sont justes sans être populaires... [Son] devoir, c'est de prendre des décisions qui ne sont pas populaires mais qui préparent l'avenir » (entretien à CBS, 12-4).

– *Éloge du couple exécutif*. Sur TF1, le 25 janvier, M. Sarkozy a loué sa relation avec M. Fillon: « C'est une première dans l'histoire de la V^e République, une si grande entente, une si grande confiance entre un président et son Premier ministre » (*Le Figaro*, 26-1) (cette *Chronique*, n° 133, p. 187). Ce jugement de valeur sera réitéré, le 31 mars, devant les parlementaires de l'UMP, en un moment où la presse faisait état de tensions, le Premier ministre n'ayant pas obtenu la démission du gouvernement, entre autres: « J'ai une totale confiance en lui. Ce ne sont pas les journalistes qui nous brouilleront » (*Le Figaro*, 1^{er}-4).

179

– *Engagement électoral*. « M'engager dans la campagne au sens partisan, ce n'est pas le rôle, la place du président de la République, a observé M. Sarkozy, sur TF1, le 25 janvier... Il s'agit de choisir des dirigeants pour les régions, et les Français ne mélangent pas les échancés. » Foin donc de la nationalisation du débat imaginée naguère (cette *Chronique*, n° 133, p. 182).

– « *Gardien des institutions* ». V. *Conseil constitutionnel*.

– *Grand Maître de l'Ordre national de la Légion d'honneur*. Le ministre de la Culture indique le nombre de personnalités étrangères nommées ou promues à l'occasion des visites officielles. Le décret les concernant n'est pas publié au JO (AN, Q, 16-3).

– *Nomination aux emplois civils et militaires de l'État* (art. 13 C). En réponse à une question écrite, le Premier ministre dresse, en l'état, la liste des emplois dans les établissements publics, entreprises publiques, sociétés nationales, AAI, ainsi que la base légale de la nomination,

auxquels il est pourvu par un décret du président de la République (simple ou délibéré en Conseil des ministres) (AN, Q, 5-1).

Concernant les membres du Conseil constitutionnel, sans préjudice du critère de recrutement énoncé le 1^{er} mars (*supra*), le président Sarkozy a déclaré, lors du petit déjeuner de la majorité, le 23 février, à propos du choix de M. Michel Charasse: « Il s'est engagé à nous soutenir » (*Le Figaro*, 24-2). Ce que l'intéressé devait réfuter: « Je n'ai pas prononcé de serment d'allégeance à l'égard du président » (*Le Monde*, 25-2).

180 M. Sarkozy reviendra sur ces nominations de manière surprenante: « Imaginez que nous ayons nommé, avec MM. Accoyer et Larcher, trois UMP... Imaginez la tension que cela aurait créée!... Aujourd'hui, les choses ont changé. Les nominations de si grande proximité ne seraient plus acceptées... Je suis prêt à créer un léger sentiment d'incompréhension momentanée pour inscrire... la démocratie française dans l'exemplarité. C'est un choix de société majeur » (*Le Figaro Magazine*, 12-3).

– *Réunions*. À la suite des « couacs » de la communication élyséenne, la réunion quotidienne dite « de 8h30 » des principaux collaborateurs sous la présidence du secrétaire général, M. Claude Guéant, a été supprimée (*Le Monde*, 14-4).

– *Réunion de ministres*. Les ministres intéressés par le tremblement de terre en Haïti ont été convoqués à l'Élysée, le 14 janvier (*Le Figaro*, 15-1).

– *Rôle*. Au lendemain de l'échec de la majorité aux élections régionales, M. Sarkozy a fait une déclaration, le 24 mars, à l'issue du Conseil des ministres:

« Vous m'avez élu pour sortir notre pays de l'immobilisme... Rien ne saurait être pire que de changer de cap du tout au tout, en cédant à l'agitation propre aux périodes électorales... C'est le rôle du président de la République d'assurer la stabilité, la continuité, de fixer une ligne et d'éviter les à-coups. » (*Le Figaro*, 25-3). « La politique du gouvernement, ce n'est pas celle du bouchon de liège dans la tempête », affirmera-t-il devant les parlementaires de l'UMP le 31 mars (*ibid.*, 1^{er}-4).

« Qu'attendent de moi les Français ? » s'est interrogé le chef de l'État, dans son entretien au *Figaro Magazine*, le 12 mars. « Que je les protège de la crise... que le chômage recule, que notre pays ne subisse pas une immigration sans contrôle, que la sécurité progresse. Ils m'ont élu pour cela, pas pour créer de l'instabilité politique... On ne peut pas déstabiliser l'action des ministres en permanence. » Il ajoutera: « J'ai été élu pour entreprendre des réformes et je mettrai en œuvre l'intégralité de mon projet présidentiel. »

– *Statut pénal*. La cour d'appel de Versailles a écarté, le 8 janvier (BQ, 11-1), le sursis à statuer, prononcé par le tribunal de Nanterre, sur la demande de réparation du président Sarkozy jusqu'à l'expiration de son mandat (cette *Chronique*, n° 133, p. 188): le chef de l'État peut recevoir des dommages et intérêts malgré son immunité. Le président Sarkozy a renoncé à se constituer à nouveau partie civile dans l'affaire Clearstream, après l'appel interjeté par le parquet à la suite du jugement en première instance (*Le Monde*, 30-1).

– *Sur l'ouverture*. « Je ne pratique pas l'ouverture pour gagner des suffrages », a observé le chef de l'État dans l'entre-

tien susmentionné au *Figaro Magazine*. Cette « exclusive préoccupation de [la] compétence » est destinée « à apaiser les tensions pour pouvoir engager les réformes trop longtemps différées... L'ouverture permet de faire avancer [les] réformes sans crispations dans un climat apaisé et serein ».

– *Un second mandat ?* « Mon mandat dure cinq ans. La question d'un second mandat alors que je suis à mi-chemin est dérisoire au regard des préoccupations des Français et des miennes. Je m'interdis même d'y penser compte tenu des problèmes que j'ai à régler. Je prendrai position à la fin de 2011 en tenant compte d'un certain nombre de critères collectifs et personnels » (entretien au *Figaro Magazine*, 12-3).

– *Vœux délocalisés.* La démarche présidentielle de l'année précédente a été confirmée, courant janvier (cette *Chronique*, n°130, p. 209), par 14 discours prononcés en parcourant la France à partir de Cholet (Maine-et-Loire), le 6 janvier (*Le Figaro*, 23-1). Une innovation mérite cependant d'être relevée : pour la première fois, un président de la République a présenté ses vœux à nos compatriotes ultra-marins en se rendant à Mayotte, le 18 janvier, puis le lendemain à La Réunion (*ibid.*, 19 et 20-1).

V. Conseil constitutionnel. Gouvernement. Groupes. Lois. Majorité. Ministres Partis politiques. Premier ministre. République.

QUESTIONS ÉCRITES

– *Bilan.* 75 461 questions ont été publiées au 31 mars, 54 988 réponses apportées, soit 73,9 % (AN, Q, 20-4).

– *Persévérance et abondance.* Le président Warsmann a posé plus de 40 questions écrites, pour une réponse unique à propos des textes d'application de la loi 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale (AN, Q, 2-4).

– *Fin de non-recevoir.* Pour avoir posé deux questions identiques à celles d'un sénateur (M. Masson), Mme Zimmermann, députée, a été priée par le ministre de l'Intérieur de s'y reporter (AN, Q, 13 et 27-4). « Il n'appartient pas au gouvernement de se prononcer dans une affaire faisant l'objet d'une procédure judiciaire », indique, de manière habituelle, le ministre de l'Agriculture à propos d'une appellation d'origine contrôlée (AN, Q, 9-2).

– *Question mémorielle ?* « Le procès en béatification du pape Pie XII est une démarche propre à l'Église catholique », observe le ministre des Affaires étrangères et européennes (AN, Q, 2-3).

QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ

– *Bibliographie.* J. Benetti, « La genèse de la réforme », *AJDA*, 2010, p. 74; A. Roblot-Troizier, « La QPC devant les juridictions ordinaires : entre méfiance et prudence », *ibid.*, p. 80; M. Verpeaux, « Le Conseil constitutionnel, juge de la QPC », *ibid.*, p. 88; D. Le Prado, « La QPC vue par un avocat », p. 94; P. Bon, « La QPC après la loi organique du 10 décembre 2009 », *RFDA*, 2009, p. 1107; Chr. Baillon-Passe, « Questions pratiques sur... la QPC devant le juge *a quo* », *LPA*, 19-2; Ph. Blachère, « La QPC en questions... », *ibid.*, 18-3; P. Ferraiuolo, « La QPC après la loi organique relative à l'application de l'article 61-1 C : le point de vue d'un pra-

ticien», *LPA*, 26-2; M. Guillaume, «La question prioritaire de constitutionnalité», site du Conseil constitutionnel, 19-2, et «Le règlement intérieur sur la procédure suivie devant le CC pour les QPC», *ibid.*, 23-2; J. Massot, «L'entrée en vigueur de la QPC», *ibid.*, 29-4; J. Roux, «La QPC à la lumière de la décision du CC du 3 décembre 2009», *RDP*, 2010, p. 233; C. David, «La QPC à l'égard de dispositions d'une loi du pays de Nouvelle-Calédonie», *Revue juridique de Nouvelle-Calédonie*, n° 15, 2010, p. 65; G. Carcassonne et N. Molfessis, «La Cour de cassation à l'assaut de la QPC», *lemonde.fr*, 22-4.

– *Procédure*. Le décret 2010-148 du 16 février porte application de la LO du 10 décembre 2009 relative à l'article 61-1 C (cette *Chronique*, n° 133, p. 188), qu'il s'agisse de la transmission par le juge *a quo* ou du renvoi de la QPC au Conseil constitutionnel, en général, et des dispositions applicables devant les juridictions d'instruction, de jugement, d'application des peines et de la rétention de sûreté (nouvel art. R 49-21 et suiv. du code de procédure pénale) en particulier (*JO*, 18-2). Dans le même ordre d'idées, le décret 2010-149 du 16 février (*ibid.*) détermine les modalités de la continuité de l'aide juridictionnelle, au cas d'espèce, par le Conseil d'État, la Cour de cassation et, de manière inédite, le Conseil constitutionnel (nouvel art. 53-1 du décret du 19 décembre 1991), ainsi que la majoration des rétributions versées par l'État aux avocats du Conseil d'État et à la Cour de cassation (nouvel art. 90-1). Le règlement intérieur sur la procédure suivie devant le CC pour les QPC, daté du 4 février (*JO*, 18-2) parachève le dispositif (v. *Conseil constitutionnel*).

– *Procédure (suite)*. Les premières décisions de renvoi au Conseil constitutionnel de QPC par le Conseil d'État, les 14 et 23 avril, en application de l'article 23-8 de l'ordonnance du 7 novembre 1958 modifiée (cette *Chronique*, n° 133, p. 188) ont fait l'objet, de manière naturelle, d'une information par les présidents des assemblées parlementaires à leurs membres. Pourquoi ne pas imaginer, à l'instar de M. Guillaume («La QPC», site du Conseil constitutionnel, 19-2, p. 29), une «porte étroite» empruntée par un ou plusieurs parlementaires? Quant à la Cour de cassation, par un arrêt d'assemblée plénière, le 16 avril, relatif à une rétention administrative, elle a innové en saisissant la Cour de justice de l'Union européenne d'une demande préjudicielle en interprétation (art. 234 traité UE), écartant de ce fait le renvoi au Conseil constitutionnel, à titre provisoire, tout au moins (*Le Figaro*, 26-4). Cette démarche avait été évoquée lors des travaux préparatoires (v. rapport Portelli, *Sénat*, n° 637, p. 28).

V. *Autorité judiciaire. Autorité juridictionnelle. Conseil constitutionnel. Constitution.*

RÉFÉRENDUM

– *Motion référendaire*. Comme au Sénat précédemment (cette *Chronique*, n° 133, p. 190), le projet relatif à La Poste a fait l'objet d'une motion référendaire à l'Assemblée, le 12 janvier, cette fois à l'occasion du texte de la CMP; présentée par M. Jean-Marc Ayrault, président du groupe SRC, elle a été rejetée par 267 voix contre 184 (p. 25).

– *Motion référendaire (suite)*. Les groupes de gauche du Sénat ont présenté, le 20 janvier, une motion tendant

à soumettre au référendum le projet de loi portant réforme des collectivités territoriales, non dans le texte déposé par le gouvernement, mais dans celui résultant des travaux de la commission, comme l'a relevé M. Jean-Jacques Hyest, président de la commission des lois. La motion a été rejetée par 182 voix contre 146.

RENOI EN COMMISSION

– *Sénat*. La proposition de loi organique portant application de l'article 68 C déposée par MM. François Patriat et Robert Badinter (s) a été renvoyée en commission, le 14 janvier. Prévue par l'article 68 C résultant de la LC du 23 février 2007, cette LO qui doit préciser la procédure de destitution du président de la République par la Haute Cour n'est toujours pas intervenue, mais la garde des Sceaux, Mme Alliot-Marie, a assuré que le gouvernement était en train de l'élaborer (on croit savoir cependant que le texte en avait été établi en même temps que le projet de LC) et elle a donc demandé le renvoi en commission, ordonné par 187 voix contre 137.

Ont été également renvoyées en commission deux propositions socialistes inscrites à l'ordre du jour du 29 avril, l'une réformant la garde à vue, l'autre la représentation des femmes dans les conseils d'administration des sociétés anonymes.

RÉPUBLIQUE

– *Bibliographie*. *Commission des archives constitutionnelles de la V^e République*, vol. 3 (8 janvier – 27 avril 1959), La Documentation française, 2010; A. Gaudin, P. Jan, J. Petaux et L. Renard, *Figures de la politique française*, Bordeaux, Biotop et Sciences po 2010; « L'identité nationale en débat », *Regards sur l'actualité*,

n° 358, La Documentation française, février.

– « *Idéal républicain* ». Justifiant la politique d'ouverture, le chef de l'État a précisé: « Le sectarisme, l'esprit de clan, l'État mis au service d'un parti est le contraire de l'idéal républicain » (entretien au *Figaro Magazine*, 12-3).

– « *Identité républicaine* ». V. *Constitution*.

– *Laïcité*. Le TA de Rennes a jugé illégale une subvention accordée par le conseil général du Morbihan pour l'édification à Ploërmel d'une statue monumentale du pape Jean-Paul II (*Le Monde*, 9-1). Selon le ministre de l'Intérieur, il est possible à une commune de garantir un prêt bancaire souscrit par une association culturelle pour financer un projet de construction d'un lieu de culte, en application des articles L.2252-4 et L.3231-5 CGCT (AN, Q, 5-10).

– *Valeurs*. « Servir les valeurs de la République », telle est l'une des missions dévolues par la loi 2010-241 du 10 mars relative au service civique (nouvelle rédaction de l'art. L.120-1 du code du service national) (*JO*, 11-3).

RÉSOLUTION

– *Article 34-1 C*. Inscrite à l'ordre du jour réservé à l'opposition, le 25 mars, la proposition de résolution socialiste sur la situation de M. Ibn Oumar Mahamat Salem disparu à N'Djamena, capitale du Tchad, a été adoptée à l'unanimité. C'est la première résolution de l'article 31-1 C adoptée.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

– *Bibliographie*. D. Breillat, « Remarques désabusées sur la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 en France », *Mélanges Maria Kruk-Jarosz, op. cit.*, p. 165.

SÉANCE

– *Explications de vote personnelles*. Bien que l'article 49, al. 13 RAN prévoit que chaque député peut prendre la parole pour cinq minutes à l'issue du vote du dernier article, sans que le temps en soit décompté du temps global réparti entre les groupes, la demande du président du groupe socialiste a été écartée, le 19 janvier, lors du vote solennel de l'article unique du projet de délimitation des circonscriptions, au motif qu'elle n'avait pas été présentée à l'issue de son examen, le 14, et que le groupe socialiste n'avait pas épuisé son temps de parole. La décision 602 DC du 18 février se borne à rappeler que le règlement n'a pas en lui-même valeur constitutionnelle.

– *Incident*. Aucun député de la majorité n'était présent, le vendredi 22 janvier, pour la suite de l'examen du projet organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux; la ministre chargée de l'outre-mer demanda la réserve des votes; la séance a été suspendue à plusieurs reprises puis renvoyée après que le président Accoyer eut fait savoir que les conditions d'un débat normal n'étaient pas réunies et qu'il convoquait la conférence des présidents. Elle a été reprise le soir sous sa présidence, la majorité présente; la réserve des votes fut levée et les 5 200 amendements de l'opposition rejetés.

– *Incident (suite)*. Le ministre du Budget ayant demandé une suspension de séance pour rameuter la majorité, alors qu'avait été annoncé le scrutin public sur la motion de rejet préalable du projet relatif à l'ouverture à la concurrence des jeux en ligne, le président Accoyer remplaça le président de séance pour répondre aux protestations de l'opposition. Il invoqua une « convention de la conférence des présidents » et cita un précédent de 1989 à propos du PACS (30 mars, p. 1881).

– *Incident (suite)*. Lors du débat sur les jeux en ligne, le 1^{er} avril, Mme Aurélie Filippetti (SRC) releva, dans un rappel au règlement, que « le conseiller parlementaire du président de la République est monté au plateau pour discuter avec la présidence », ce qu'elle considérait comme « une immixtion » (p. 2017).

– *Procédure accélérée*. Le président Accoyer s'est élevé, le 9 février, contre « l'utilisation très excessive » de cette dernière par le gouvernement. « Nous ne pouvons pas continuer à travailler ainsi, pour la qualité de la loi et la qualité du débat démocratique » (*Le Monde*, 11-2).

V. Vote bloqué.

SÉNAT

– *Bibliographie*. Sénat (service de la séance), *La Séance plénière et l'Activité du Sénat (1^{er}-10-2008 – 30-6-2009)*, 2010.

– *Adieu à InfoSénat*. Avec le n° 1076, *InfoSénat* a vécu sous sa forme matérielle, le 1^{er} mars. Une table de correspondance avec le site Internet a été insérée (p. 2).

– *Comité de déontologie*. M. Badinter (Hauts-de-Seine) (s) a été élu à la tête du comité, le 27 janvier, M. Dupont (Calvados) (UC), vice-président, aux côtés de M. de Rohan (Morbihan) (UMP), Mme Borvo-Cohen (Paris) (CRC) et de M. Charasse (Puy-de-Dôme) (RDSE) (*InfoSénat*, 1072, p. 31) (cette *Chronique*, n° 133, p. 191).

– *Composition*. Mme Labarre (s) a été appelée à remplacer, le 8 janvier, en qualité de sénatrice de l'Essonne, M. Mélenchon (CRC-SPG), ex-socialiste, dont l'élection au Parlement européen est devenue définitive (cette *Chronique*, n° 131, p. 201). Nommés de manière concomitante au Conseil constitutionnel, cas unique depuis 1959, MM. Charasse (Puy-de-Dôme) (RDSE), ex-socialiste, et Haenel (Haut-Rhin) (UMP) ont été, à leur tour, remplacés, en application de l'article LO 320 du code électoral, par MM. Godard (s) et Lorrain (UMP) (*JO*, 9 et 10-3). M. Thiollière (Loire) (UMP) a cessé d'exercer son mandat, le 16 avril, à la suite de sa nomination comme vice-président de la commission de régulation de l'énergie (art. 28 de la loi du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité) (*JO*, 17-4).

– *Rôle du président*. «Ma loyauté à l'égard du chef de l'État, comme du gouvernement est totale», a affirmé le président Larcher au *Figaro*, le 11 janvier. Il précisera cependant : «Le Sénat a une liberté de ton jamais agressive. Cela correspond, pour moi, au rôle d'une chambre haute dans notre démocratie», identifiée à une «démocratie des territoires» (cette *Chronique*, n° 133, p. 192).

V. *Commissions. Conseil constitutionnel. Parlement. Parlementaires en*

mission. Question prioritaire de constitutionnalité.

SUFFRAGE

– *Périodicité*. Les électeurs doivent être «appelés à exercer leur droit de suffrage selon une périodicité raisonnable», a rappelé le Conseil constitutionnel (603 DC) (cette *Chronique*, n° 57, p. 179).

TRANSPARENCE

– *Bibliographie*. Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, *Douzième Rapport d'activité 2009*, La Documentation française, 2010.

– *Nomination à la CNCCFP*. Par un décret du 30 avril, ses membres ont été nommés. M. Logerot a été reconduit dans ses fonctions de président (*JO*, 2-5).

VOTE

– *Bureau de vote*. En vue d'éviter «une altération de la sincérité du scrutin au cas où il serait établi que la présence de bulletins de vote non utilisés dans l'isoloir ait pu avoir une quelconque influence», le ministre de l'Intérieur estime que «le président du bureau peut décider de faire enlever régulièrement lesdits bulletins non utilisés» (AN, Q, 5-1). De la même façon, il lui appartient «d'apprécier, compte tenu de la réserve de bulletins de vote dont il dispose, si la différence de hauteur entre les piles de bulletins doit être corrigée» (*ibid.*).

V. Élections.

VOTE BLOQUÉ

– *Mise en œuvre*. Après l'évanescence, la renaissance due à la révision de 2008. En 1991 : 38 utilisations à l'Assemblée nationale, 7 au Sénat; 1995 : 1 et 1; 1999 : 2 et 2; 2004 : 1 et 5; 2009 : 20 et 4 (AN, Q, 9-3) (cette *Chronique*, n° 133, p. 193).

186 – *Protestation présidentielle*. L'usage abusif de la réserve des votes et du scrutin unique, détourné de son objet pour « remédier à une mobilisation insuffisante de la majorité » lors de l'examen des propositions de loi de l'opposition (cette *Chronique*, n° 133, p. 194), a été dénoncé par le président Accoyer lors de ses vœux à la presse (*BQ*, 22-1). Il a renouvelé ses critiques à la suite des incidents du vendredi 22 janvier, lors de l'examen du projet sur la concomitance des renouvellements des conseils généraux et régionaux où la réserve des votes avait été

demandée (v. *Séance*), et annoncé qu'il suspendrait les séances lorsque la majorité serait absente pour l'examen de projets de loi (*BQ*, 10-2). Il est à noter que le Conseil constitutionnel, devant lequel le recours au vote bloqué était dénoncé, n'a pas fait écho à ces incidents, fût-ce par une réserve, la décision 603 DC du 11 février se bornant à estimer que l'application de l'article 44, al. 3 C « n'a pas eu pour effet d'altérer la clarté et la sincérité des débats ». En dépit d'une saisine pressante, la décision 602 DC du 18 février sur la ratification de l'ordonnance portant délimitation des circonscriptions manifeste le même silence; lors de l'examen de ce texte, le jeudi 14 janvier, la modification, décidée en commission, du découpage de la Moselle fut écartée par un amendement du gouvernement dont le vote, réservé faute de majorité, fut renvoyé au 19.

V. *Élections législatives*.